

Baromètre Generali – CSA

**Les attentes des dirigeants sur la responsabilité
sociétale dans les PME-PMI françaises**

**à l'occasion du 1^{er} Parlement des entrepreneurs
d'avenir**



Rapport d'étude

n°0900329 – Mai 2009

2, rue de Choiseul • CS 70215 • 75086 Paris Cedex 02
Tél. : (33) **01 44 94 40 00** • Fax : (33) 01 44 94 40 01

www.csa.eu

SA au capital de 1 571 600 € • Siren 308 293 430 • RCS Paris : 308 293 430 • APE 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430

INTRODUCTION	p. 3
1. Contexte et objectifs	p. 4
2. Méthodologie	p. 5
3. Structure de l'échantillon	p. 6
SYNTHESE	p. 7
RESULTATS DETAILLES	p. 24
1. Implication des entreprises dans le développement durable	p. 25
A. Etat des lieux	p. 26
B. Leviers et freins à la mise en place des mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI	p. 39
2. Impact de la crise sur la stratégie d'entreprise des PME-PMI	p. 51
3. Quelle place pour l'assurance dans l'accompagnement des PME-PMI dans la prise en considération des questions de développement durable et de responsabilité sociétale?	p. 57
Conclusion : analyse typologique	p.63

INTRODUCTION



- ✓ Dans le cadre de sa démarche volontariste en matière de prévention des risques environnementaux, GENERALI a mis en place différentes initiatives d'action et de prévention, de sensibilisation et d'information :
 - Définition en 2004 d'un Code éthique du Groupe GENERALI
 - Diffusion d'un guide de prévention
 - Ajustement de la tarification des contrats en fonction du respect de l'environnement
 - Communication sur des initiatives exemplaires d'entrepreneurs, de collectivités qui innovent dans une logique économiquement rentable et écologiquement vertueuse
 - Création du label « Agir pour notre avenir »
 - Adhésion au club « Planète Gagnante » de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

- ✓ Pour accompagner la diffusion de ces différentes initiatives, GENERALI a décidé de mener une étude intitulée « les décideurs face aux nouveaux défis de société ». Il s'agit d'une étude réalisée auprès de dirigeants de PME-PMI avec pour objectifs de mesurer :
 - Le niveau de connaissance et de sensibilité à l'égard des nouveaux enjeux du Développement Durable
 - L'impact de ces nouveaux défis sur l'entreprise
 - Les actions et les dispositifs mis en place dans les entreprises

- ✓ Enquête réalisée par téléphone du 14 au 23 avril 2009.
- ✓ L'échantillon est constitué de 404 dirigeants / collaborateurs décisionnaires en entreprises PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés et ayant une activité en France.
- ✓ Il a été construit selon la méthode des quotas appliquée aux variables de secteurs d'activité et de nombre de salariés permanents de l'entreprise.
- ✓ Afin d'être représentatif des PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés, les résultats d'ensemble ont été obtenus en remettant à leur poids réel chacune de ces variables.
- ✓ Durée moyenne des questionnaires: 15 minutes

- Les tableaux suivants indiquent la structure de l'échantillon en effectifs et en pourcentages.

<u>Effectifs de l'entreprise</u>	Ensemble
Total brut	404
20 à 49 salariés	252 62%
50 à 99 salariés	88 22%
Plus de 100 salariés	64 16%
100 à 199 salariés	42 10%
200 à 499 salariés	22 6%
TOTAL	100%

<u>Secteur d'activité</u>	Ensemble
Total brut	404
Commerce	61 15%
ST, Construction et Industrie	111 27%
Construction	35 9%
Industrie	76 19%
Services	232 57%
TOTAL	100%

<u>Fonction</u>	Ensemble
Total brut	404
DG, DGA	231 57%
PDG	87 22%
Directeur développement durable/Environnement	44 11%
Directeur de site/Responsable de site	10 2%
Secrétaire général	9 2%
Gérant	8 2%
Directeur de production	5 1%
Autres	10 2%
TOTAL	100%

SYNTHESES



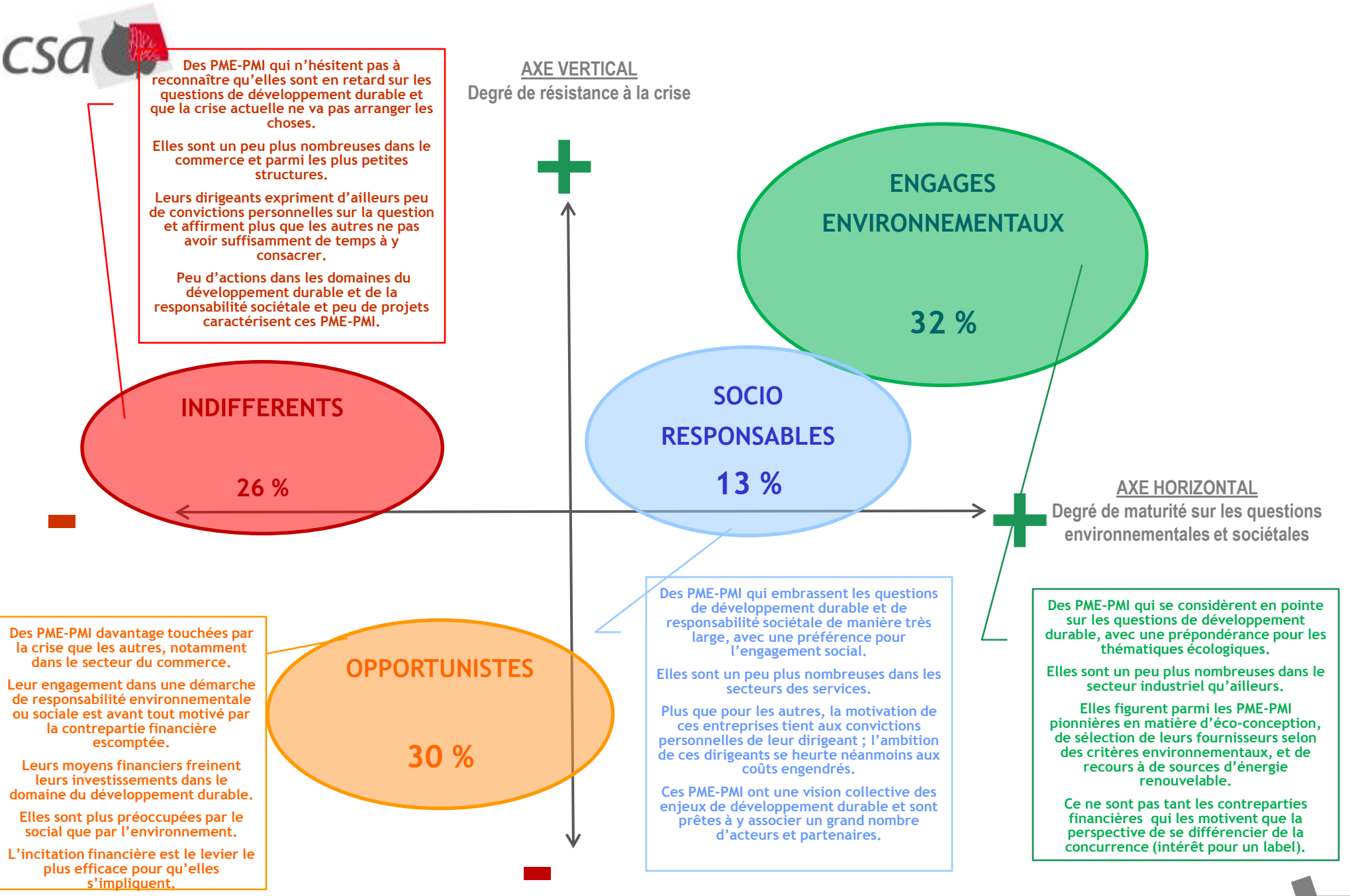
Communiqué de presse

1 page + cartographie



- ✓ **Développement durable et responsabilité sociétale : un enjeu majeur pour les PME-PMI ...**
 - 63% des dirigeants interrogés pensent que les enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale auront des conséquences directes sur les fondamentaux de leurs entreprises ; parmi eux 4 sur 10 situent l'échéance avant 3 ans.
 - Ce fort engagement s'accompagne d'une absence de complexe des PME-PMI sur ces questions : seulement 11% d'entre elles pensent être en retard, les deux tiers pensent être dans la moyenne et 22% pensent même être en pointe.
 - Bien que les enjeux éthiques, environnementaux et sociaux soient tous pris en compte, « le respect des droits fondamentaux de la personne » et « l'éthique et la transparence des affaires » sont considérés comme des axes d'engagement tout à fait prioritaires par respectivement 82% et 70% des PME-PMI, devant la lutte contre la pollution mise en avant par 67% d'entre elles.
- ✓ **... Motivé par des considérations avant tout commerciale ...**
 - 79% des dirigeants interrogés considèrent que la réponse aux attentes des clients est ou serait une motivation très importante à mettre en place des mesures environnementales et sociétales. A titre de comparaison, la réduction des coûts de fonctionnement de l'entreprise est citée, à la même question, par 69% des interviewés.
 - Derrière les salariés évoqués par 61% des interviewés, 48% des dirigeants de PME-PMI considèrent comme indispensable de collaborer avec leurs clients et fournisseurs pour prendre en charge les enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale.
- ✓ **... et freiné par des considérations financières**
 - Le manque de moyens financiers à consacrer aux initiatives environnementales et sociétales est mis en avant par 87% des dirigeants de PME-PMI [56% le jugent même très important], devant les contraintes réglementaires [82% des personnes interrogées dont 40% qui les jugent comme un frein très important].
 - Les PME-PMI semblent plutôt bien résister à la crise : 84% des dirigeants de PME-PMI déclarent que leur entreprise n'est pas du tout, peu ou moyennement affectée par la crise],
 - Mais la crise est néanmoins de nature à freiner les investissements dans ces domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale au moins à court terme : 48% des dirigeants de PME-PMI pensent que c'est le cas ; 22% des PME-PMI ont même déjà été obligées de différer ou annuler des investissements en matière de politique environnementale et sociétale qui avaient pourtant été prévus
- ✓ L'enquête révèle l'engagement de principe des dirigeants de PME-PMI dans les considérations de développement durable et de responsabilité sociétale tout en pointant les résistances à la mise en place d'actions concrètes, principalement pour des considérations financières. Le mouvement est pourtant inexorable ; il ne s'agit plus seulement d'obéir à des obligations réglementaires mais de suivre les évolutions du marché tout en gardant l'espoir de contribuer à la réduction des coûts de fonctionnement de l'entreprise et à la meilleure prévention des risques.

➔ **Fiche technique :** enquête CSA réalisée par téléphone du 14 au 23 avril 2009 auprès de 404 dirigeants de PME-PMI installées en France ; Echantillonnage selon la méthode des quotas sur les critères de secteurs d'activité et d'effectifs salariés de l'entreprise.



Synthèse 3 pages

A decorative graphic consisting of four squares of varying shades of gray and red, arranged in a staggered, overlapping pattern to the right of the main title.

- ✓ Les dirigeants de PME-PMI revendiquent l'engagement de leurs entreprises dans les questions de développement durable et de responsabilité sociétale ; exposées dans l'enquête à une liste de 10 domaines, les personnes interrogées sont 80% à considérer au moins 8 domaines parmi les 10 comme incontournables pour leur entreprise ; les dirigeants de PME-PMI se placent ainsi quasiment tous dans une posture de forte sensibilité aux grands enjeux de la société actuelle et sont conscients des bouleversements que cela entraîne déjà et que cela continuera d'entraîner pour l'organisation de leurs entreprises : 63% des dirigeants interrogés pensent que les enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale auront des conséquences directes sur les fondamentaux de leurs entreprises ; il est vrai que cette proportion n'a pas changé depuis 2005, date de la première étude, mais parmi eux 4 sur 10 situent l'échéance avant 3 ans alors qu'ils n'étaient que 3 sur 10 en 2005.
- ✓ Quels sont les principaux moteurs de cet engagement ? Tous, éthiques, environnementaux, sociaux avec néanmoins une sensibilité particulièrement affirmée pour les questions d'éthique illustrées dans le questionnaire par « le respect des droits fondamentaux de la personne » et « l'éthique et la transparence des affaires » [respectivement 82% et 70% des interviewés considèrent tout à fait que leur entreprise doit s'engager dans le domaine], devant les considérations environnementales telles que « la lutte contre la pollution » et « la préservation de la biodiversité et des espaces naturels » [respectivement 67% et 57% des interviewés considèrent tout à fait que leur entreprise doit s'engager dans le domaine].
- ✓ Ce fort engagement s'accompagne d'une absence de complexe des PME-PMI sur ces questions : seulement 11% d'entre elles pensent être en retard, les deux tiers pensent être dans la moyenne et 22% pensent même être en pointe. La dynamique de mise en place est bien installée ; si l'on ne s'intéresse qu'aux mesures de protection de l'environnement, elles ont largement progressé dans les PME-PMI entre 2005 et 2009 : la proportion d'entreprises ayant mis en place des solutions de gestion des déchets et rejets est passée de 64% à 80%, la réduction des consommables est en œuvre aujourd'hui dans 68% des PME-PMI contre 54% en 2005, des progressions sont aussi constatées pour la réduction des consommations d'eau, des transports et des déplacements ... La proportion de PME-PMI dans lesquelles il y a un collaborateur en charge de ces questions est passée de 44% en 2005 à 53% en 2009. La dynamique est enclenchée mais les possibilités de progrès sont encore énormes ; à titre d'illustration du chemin qui reste à parcourir, seulement 20% des PME-PMI ont mis en place une procédure d'évaluation de l'impact environnemental de leur activité, 14% utilisent des sources d'énergie renouvelable.
- ✓ Si le contexte actuel de crise ne semble pas devoir remettre en cause cette dynamique d'autant que, en tout cas dans le discours de leurs dirigeants, les PME-PMI paraissent jusqu'à maintenant, pour la majorité d'entre elles, plutôt bien résister [84% des dirigeants de PME-PMI déclarent que leur entreprise n'est pas du tout, peu ou moyennement affectée par la crise], il est de nature à freiner les investissements dans ces domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale à court terme pour une entreprise sur deux. 22% des PME-PMI ont même déjà été obligées de différer ou annuler des investissements en matière de politique environnementale et sociétale qui avaient pourtant été prévus (investissements en matière de recyclage et de traitement des déchets, de rénovation-isolation des locaux, de système de chauffage ...)

- ✓ Le manque de moyens financiers à consacrer à ces questions correspond en effet au frein principal, mis en avant par 87% des personnes interrogées [56% le jugent même très important], devant les contraintes réglementaires [82% des personnes interrogées dont 40% qui les jugent comme un frein très important]. Dans ce contexte, l'incitation financière ne peut être que bienvenue, l'avantage fiscal ou la réduction de charges étant, notons le, préféré aux financements à taux préférentiels.
- ✓ Au-delà du levier strictement financier, le développement des initiatives en matière de développement durable et de responsabilité sociétale passe par une dynamique collective qui dépasse le strict périmètre des entreprises et interpelle tous les acteurs qui interagissent avec elles :
 - En amont, les acteurs « experts » de ces problématiques, capables de conseiller les entreprises et de les guider dans l'évolution de leur organisation ...
 - ❖ Les organismes gouvernementaux comme le Ministère de l'Environnement, l'ADEME, la DRIRE ... se placent en première place probablement autant par leur capacité d'expertise suggérée par leur spécialisation que par leur position centrale dans la vie économique nationale [73% des personnes interrogées font ou pourraient envisager de faire appel à leurs conseils]. Leur succèdent les experts comptables et commissaires aux comptes, les conseillers juridiques, partenaires traditionnels des PME-PMI, pour lesquels on devine le double atout de la proximité et de leur connaissance du fonctionnement des entreprises [respectivement 52% et 40%],
 - ❖ A peu de distance, les assureurs se placent en bonne position devant les cabinets de conseils spécialisés en stratégie de développement durable et les banques. [37% des personnes interrogées font ou pourraient envisager de faire appel à leurs conseils contre 33% pour les cabinets spécialisés et 31% pour les banques].
 - En aval, tous les acteurs qui peuvent entrer en synergie avec les entreprises pour favoriser leur engagement dans la mise en place d'actions dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale ...
 - ❖ Les salariés sont évoqués en premier lieu [61% des dirigeants interrogés considèrent comme indispensable de collaborer avec eux], mais aussi les clients et les fournisseurs [48% des dirigeants considèrent comme indispensable de collaborer avec eux] ou encore, de nouveau, les administrations, au niveau local ou national [collaboration indispensable pour 43% des personnes interrogées].

- ✓ L'enquête révèle, encore plus que celle de 2005, l'engagement de principe des dirigeants de PME-PMI dans les considérations de développement durable et de responsabilité sociétale tout en pointant les résistances à la mise en place d'actions concrètes, principalement pour des considérations financières. Le mouvement est pourtant inexorable ; il ne s'agit plus seulement d'obéir à des obligations réglementaires mais de suivre les évolutions du marché [la réponse aux attentes des clients est la première motivation à mettre en place des mesures environnementales et sociétales – 79% des personnes interrogées la considèrent comme une motivation très importante contre 51% pour l'obligation réglementaire] tout en gardant l'espoir de contribuer à la réduction des coûts de fonctionnement de l'entreprise et à la meilleure prévention des risques [chacune d'entre elle étant citées comme une motivation très importante par 69% des personnes interrogées]
- ✓ L'enquête révèle le chemin déjà parcouru dans la sensibilisation des PME-PMI aux questions environnementales et de responsabilité sociétale mais aussi celui qui reste à parcourir pour rallier toutes les PME-PMI à la mise en place d'actions concrètes.
- ✓ Si pour terminer ce commentaire de résultats, nous nous intéressons en transversal des informations collectées dans l'enquête, à une segmentation de la population des PME-PMI françaises au regard de leur implication dans les questions de développement durable et de responsabilité sociétale, quatre groupes peuvent être identifiés comme en 2005 mais avec des évolutions sensibles :
 - En 2005, les questions du coût de l'énergie étaient beaucoup plus prégnantes qu'aujourd'hui sur l'activité des entreprises et elles contribuaient à elles seules à définir un groupe de PME-PMI dénommées les « vulnérables énergie » (34%). Dans le contexte actuel, ce groupe n'a plus de raison d'être. Il rejoint les groupes de 2005 qui exprimaient des résistances ou tout du moins de la passivité au regard des questions de développement durable et de responsabilité sociétale [les « pragmatiques désimpliqués » (18%) et les « désimpliqués de fait » (22%)]. Ces trois groupes représentaient au total 74% des PME-PMI en 2005.
 - Ces trois groupes se répartissent aujourd'hui entre les « opportunistes » (30%), qui attendent des contreparties financières pour justifier leur engagement, et les « indifférents » (26%) qui sont les plus en retard et sont conscients de l'être. La somme de ces deux groupes ne correspond plus qu'à 56% des PME-PMI, à comparer aux 74% qui se montraient en 2005 peu concernées par les questions environnementales et sociales.
 - Les « engagés environnementaux », à rapprocher des « écolo-militants » de 2005, alors moins nombreux (32% en 2009 contre 26% en 2005), qui privilégient les questions environnementales, ont, de surcroît, été rejoints en 2009 par les « socio-responsables » (13%), un groupe de PME-PMI portées aussi bien sur les problématiques environnementales que sur les questions de responsabilité sociétale, largement par les convictions personnelles de leurs dirigeants.

Synthèse longue



- ✓ On observe une forte sensibilité des dirigeants de PME-PMI à l'égard de tous les défis qui caractérisent notre société actuelle. La première place est néanmoins donnée aux questions d'éthique devant les problématiques de développement durable et les considérations sociales.
- ✓ Le questionnaire abordait 10 thématiques couvrant ces domaines : 53% des chefs d'entreprises considèrent que l'entreprise ne doit oublier aucun de ces domaines dans leurs engagements. D'une manière générale, le secteur du commerce tend à se placer systématiquement en retrait : cette proportion de 53% y tombe à 40%.
- ✓ Le respect des droits fondamentaux de la personne se distingue particulièrement avec plus de 8 chefs d'entreprises sur 10 qui considèrent qu'il doit s'agir d'un engagement prioritaire pour leur entreprise. En deuxième et troisième position se situent l'éthique des affaires et la lutte contre la pollution. Les domaines moins mobilisateurs sont l'aide au développement et la redynamisation des territoires économiquement sinistrés probablement parce que les entreprises se trouvent davantage dépourvues pour y participer.
- ✓ Il n'y a d'ailleurs pas de complexe sur les questions environnementales et sociétales : seulement 11% des PME-PMI ont l'impression d'être en retard sur ces sujets et à l'opposé 22% se vantent d'être en pointe. Les autres, majoritaires, se considèrent dans la moyenne.

Domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale		% d'interviewés considérant que leur entreprise doit s'engager activement dans le domaine – réponse oui tout à fait
Ethique	Respect des droits fondamentaux de la personne	82%
	Ethique et transparence des affaires	70%
	Lutte contre la pollution	67%
Environnement	Préservation de la biodiversité et des espaces naturels	57%
	Réduction des inégalités	56%
	Chômage et précarité	55%
Social	Lutte contre le changement climatique	54%
	Raréfaction des ressources naturelles	52%
	Aide au développement	47%
	Redynamisation des territoires économiquement sinistrés	39%

- ✓ Les facteurs de motivation pour mettre en place des mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI sont multiples : parmi les plus actifs on trouve la réponse aux attentes des clients (contrepartie commerciale), la possibilité de réduire les coûts de fonctionnement (contrepartie économique), la prévention des risques (contrepartie assurantielle) ou encore l'amélioration de l'image de l'entreprise (contrepartie de communication).
- ✓ L'influence de la demande, évoquée par la réponse aux attentes des clients, apparaît comme le principal facteur de motivation. Les dirigeants de PME-PMI se révèlent particulièrement attentifs à l'évolution des mentalités des consommateurs et des autres acteurs économiques, évolution dans laquelle ils ont, comme le montrent ces résultats, clairement identifié une sensibilité grandissante aux questions environnementales et sociétales. Leur engagement apparaît ainsi moins guidé par un « opportunisme économique » de court terme (même s'il l'est quand même un peu ; cf scores des facteurs « réduction coût de fonctionnement » ou « amélioration de l'image en particulier ») que par la nécessité de s'adapter à de nouvelles attentes et besoins, à de nouvelles manières d'acheter ou de consommer.
- ✓ Nous touchons probablement ici, un phénomène de fond qui traduit l'installation inéluctable d'une nouvelle manière de considérer le fonctionnement des entreprises : les deux tiers des dirigeants de PME-PMI anticipent qu'ils devront changer les fondamentaux de leur entreprise à court ou moyen terme pour affronter les enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale ; 58% pensent même que ces changements devront intervenir dans les 5 prochaines années.

	Motivations à mettre en place des mesures environnementales et sociétales	% d'interviewés considérant qu'il s'agit ou s'agirait d'une motivation très importante
Au moins 2/3 des dirigeants des PME-PMI	Répondre aux attentes des clients	79%
	Réduire les coûts de fonctionnement de l'entreprise	69%
	Réduire et prévenir les risques	69%
	Améliorer l'image de l'entreprise	65%
Au moins 1 dirigeant de PME-PMI sur 2	Augmenter la performance économique de l'entreprise	63%
	S'adapter au contexte économique et financier actuel	59%
	Convictions personnelles	54%
	Répondre à ou anticiper une obligation réglementaire	51%
Moins d'1 dirigeant de PME-PMI sur 3	Répondre aux attentes des salariés	49%
	S'aligner sur les autres entreprises du secteur	28%
	Répondre aux attentes des investisseurs	26%

- ✓ Tout engagement, si fort soit-il, se heurte à deux principaux obstacles : l'insuffisance de moyens financiers et l'existence de contraintes réglementaires lourdes à gérer.
- ✓ Au delà de ces freins objectifs, si l'on a vu précédemment que les patrons de PME-PMI exprimaient dans leur grande majorité une attitude engagée sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale, on voit ici que la motivation personnelle à concrétiser cette attitude par des actions concrètes dans leurs entreprises manquent encore à une proportion importante de dirigeants de PME-PMI : 1 sur 3 considèrent que c'est un frein très important dans la mise en place de mesures environnementales et sociétales dans leur entreprise ; cette proportion monte même jusqu'à 1 sur 2 si l'on ajoute les réponses « assez important ».
- ✓ Ainsi, bien que les considérations de développement durable et de responsabilité sociale soient totalement intégrées dans les modes de pensées des dirigeants de PME-PMI, bien que pour les deux tiers d'entre eux elles se traduiront dans les années à venir par des modifications profondes du fonctionnement de leurs entreprises, il reste encore des freins à lever, matériels mais pas seulement, pour définitivement convaincre toutes les PME-PMI de passer à l'action.

	Freins dans la mise en place de mesures environnementales et sociétales	% d'interviewés considérant qu'il s'agit ou s'agirait d'un frein très important
Au moins 1 dirigeant de PME-PMI sur 3	Manque de moyens financiers	56%
	Contraintes règlementaires	40%
	Manque de motivation personnelle	33%
	Absence de retours sur investissement tangibles	29%
Moins d'1 dirigeant de PME-PMI sur 3	Manque d'intérêt des clients	28%
	Existence de priorités plus urgentes	27%
	Manque de temps à consacrer à ce type de domaines	24%
	Absence de qualification spécifique dans l'entreprise	23%
	Résistance du personnel	17%

- ✓ Le chemin parcouru est déjà tout à fait significatif puisque 97% des PME-PMI ont d'ores et déjà mis en place au moins une des 15 mesures évoquées dans l'enquête. En moyenne, une entreprise a mis en place 5 mesures sur ces 15. On notera que les initiatives qui apparaissent parmi les plus répandues intègrent des considérations aussi bien environnementales que sociales. Si la gestion des déchets et rejets est devenue une pratique quasi-généralisée, si le recyclage des produits ou la réduction des consommables concernent plus de 2 PME-PMI sur 3, on observe que, d'après les dirigeants interrogés, l'application du principe d'égalité des chances serait effectif dans près de 3 PME-PMI sur 4 et que l'accueil des handicapés et l'optimisation des conditions de travail dans plus de la moitié.
- ✓ Dans une PME-PMI sur deux, il y a une personnes en charge de ces questions ; par contre elle ne dispose que très rarement d'un budget spécifique (seulement dans 16% des cas) ; cela suggère que dans la majorité des cas, les postes concernés ne sont pas exclusivement dédiés aux actions environnementales et sociétales et n'ont pas été créés spécifiquement à cet effet.

Mesures de protection de l'environnement ou de nature sociale	% de PME-PMI ayant mis en place chacune des mesures
Gestion des déchets et rejets	80%
Gestion des ressources humaines selon l'égalité des chances	73%
Recyclage des produits	72%
Réduction des consommables de type papier, encre	68%
Equipements favorisant l'emploi des handicapés	61%
Optimisation des conditions de travail	60%
Réduction de la consommation énergétique	57%
Réduction des consommations de matières premières	48%
Réduction des consommations d'eau	46%
Sélection des fournisseurs sur critères environnementaux	46%
Réduction des transports et déplacements	38%
Sélection des fournisseurs intégrant des critères sociaux	35%
Développement de l'éco-conception	21%
Évaluation de l'impact environnemental de l'entreprise	20%
Équipement en sources d'énergie renouvelable	14%

Environnement

Social

- ✓ Alors que de l'avis de 2 dirigeants de PME-PMI sur 3, la crise impacte leur entreprise, il semble à les entendre que d'une manière générale les PME-PMI résistent plutôt bien puisque l'opinion dominante est de dire qu'elle est « moyennement touchée ». Ainsi, 84% d'entre elles se considèrent comme pas, peu ou moyennement affectées. Pour les autres, la situation est probablement nettement plus difficile : il s'agit plus souvent d'acteurs des secteurs de l'industrie et de la construction, les secteurs des services apparaissant à l'opposé plus préservés.
- ✓ Dans ce contexte perturbé, les perspectives d'investissement des PME-PMI dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale se trouvent confrontées à un double mouvement contradictoire : d'une part, un mouvement structurel qui renforce, pour les PME-PMI, la nécessité croissante d'être en phase avec l'évolution des mentalités et des pratiques, d'autre part des obstacles conjoncturels qui sont de nature à différer les investissements qui pourraient y être consacrés.
- ✓ Ainsi les opinions des dirigeants de PME-PMI sont partagées : 48% pensent que la crise actuelle va plutôt freiner les considérations environnementales et sociétales dans les PME-PMI, 37% pensent qu'elle va plutôt contribuer à les développer, 6% pensent qu'elle n'aura pas d'impact, ni dans un sens, ni dans l'autre et 8% préfèrent ne pas répondre à la question correspondante.
- ✓ Quoiqu'il en soit, le contexte n'est évidemment pas favorable puisque 22% des PME-PMI ont été amenées à différer ou annuler des investissements en matière de politique environnementale et sociétale qui avaient pourtant été prévus (investissements en matière de recyclage et traitement des déchets, de rénovation-isolation des locaux, de système de chauffage ...) ; il s'agit un peu plus souvent d'entreprises de moins de 100 salariés des secteurs de l'industrie.

- ✓ Face aux besoins de financement suggérés par la mise en œuvre d'actions en matière de développement durable et de responsabilité sociale, la promesse d'une contrepartie financière immédiate, sous forme d'avantage fiscal ou de réduction de charges, constitue un levier potentiellement efficace, en tout cas plus efficace que la proposition de financement à taux préférentiel. Le message est ainsi adressé directement aux Pouvoirs Publics dans leur capacité à prendre des mesures dans ce sens.
- ✓ Bien que non dénuées d'intérêt pour des proportions significatives d'entreprises, les propositions d'incitations non financières, comme celles de méthodes et d'outils de pilotage ou de label différenciant, retiennent nettement moins l'attention. Il est vrai que le cadre de l'enquête ne permettait pas de développer la description de ce que ces propositions recouvraient concrètement, ce qui peut effectivement les rendre moins attractives que la notion d'avantage fiscal ou de réductions de charges qui parlent d'elles-mêmes ! La question à laquelle il est fait référence ici prévoyait deux réponses en premier et en second (le tableau ci-dessous présente les résultats pour le premier rang) ; si l'on somme les proportions correspondant aux deux rangs de réponse, on peut en déduire qu'autour d'1 PME-PMI sur 3 serait intéressée par ce type de proposition, ce qui dénote un potentiel non négligeable, [38% pour les méthodes et outils de pilotage, 32% pour le label différenciant].

Mesures d'incitation au développement de la politique environnementale et sociale de l'entreprise	% d'interviewés choisissant la mesure en première position
Avantages fiscaux ou réductions de charges	47%
Financements à taux préférentiel	19%
Méthodes et outils de pilotage	17%
Obtention d'un label différenciant	14%
Non déclaré	3%
TOTAL	100%

Comment favoriser le développement des actions des PME-PMI en matière de développement durable et de responsabilité sociétale → favoriser la synergie entre les acteurs internes et externes à l'entreprise

- ✓ La prise en charge des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale par les PME-PMI apparaît, du point de vue des dirigeants interrogés, comme une affaire collective qui dépasse assez largement le strict périmètre de l'entreprise.
- ✓ Il apparaît tout d'abord indispensable d'y associer les salariés pour près de 2 dirigeants de PME-PMI sur 3. Les collaborateurs de l'entreprise représentent des acteurs incontournables, ce qui suggère des implications directes dans les domaines de la gestion des ressources humaines et de la politique managériale (on touche là un des fondamentaux de l'entreprise).
- ✓ A l'extérieur de l'entreprise, on pense ensuite, à peu près dans les mêmes proportions de réponses au-dessus de 40%, aux clients et fournisseurs et à l'Administration, que ce soit au niveau local ou au niveau national. Situés plus en retrait, les partenaires sociaux sont un peu plus souvent mentionnés que les syndicats professionnels, ce qui est probablement à mettre en relation avec l'importance accordée aux salariés.
- ✓ Finalement, les organisations qui apparaissent moins légitimes ou moins crédibles pour accompagner les PME-PMI dans la prise en charge des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale sont les organisations européennes ou mondiales et les ONG (probablement trop lointaines) ou encore les associations de consommateurs (suggérant peut-être un rapport de force plus difficile à gérer par les PME-PMI).

Acteurs pouvant accompagner une PME-PMI dans la prise en charge des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale	% d'interviewés considérant comme indispensable de collaborer avec chaque acteur
Salariés	61%
Clients et fournisseurs	48%
Collectivités locales	43%
Pouvoirs Publics	43%
Partenaires sociaux	24%
Autres PME-PMI	19%
Syndicats ou associations professionnels	18%
Organisations européennes	10%
Associations de consommateurs	10%
ONG	6%
Organisations internationales mondiales	6%

- ✓ L'enjeu, on l'a vu, dépasse le cadre des entreprises elles-mêmes et concerne l'ensemble des acteurs de la société. Ainsi, dans les conseils externes utilisés ou envisagés dans ce domaine, les organismes gouvernementaux prennent de loin la première position, probablement autant par leur capacité d'expertise suggérée par leur spécialisation que par leur position centrale dans l'organisation de la société.
- ✓ Après les experts comptables et commissaires aux comptes et les conseillers juridiques, partenaires traditionnels des entreprises, les assureurs figurent en bonne place. Ils apparaissent plus crédibles que les cabinets de conseils spécialisés ou les banques.
- ✓ Les deux tiers des PME-PMI attendent d'ailleurs de leurs assureurs qu'ils les conseillent et les accompagnent avec des spécialistes en matière de prévention des risques environnementaux et sociétaux.

Conseils externes utilisés ou envisagés en matière de questions environnementales et sociétales	% de réponses positives
Organismes gouvernementaux (Ministère de l'Environnement, ADEME, DRIRE ...)	73%
Experts comptables et commissaires aux comptes	52%
Conseillers juridiques	40%
<u>Assureurs</u>	<u>37%</u>
Cabinets de conseils en stratégie développement durable	33%
Banques	31%
ONG	11%

- ✓ Autres acteurs évoqués : entreprises spécialisées, architectes et bureaux d'études, chambres de commerce

RESULTATS DETAILLES

A decorative graphic consisting of four squares of varying shades of gray and red, arranged in a cluster to the right of the title.

1. Implication des PME-PMI dans le développement durable



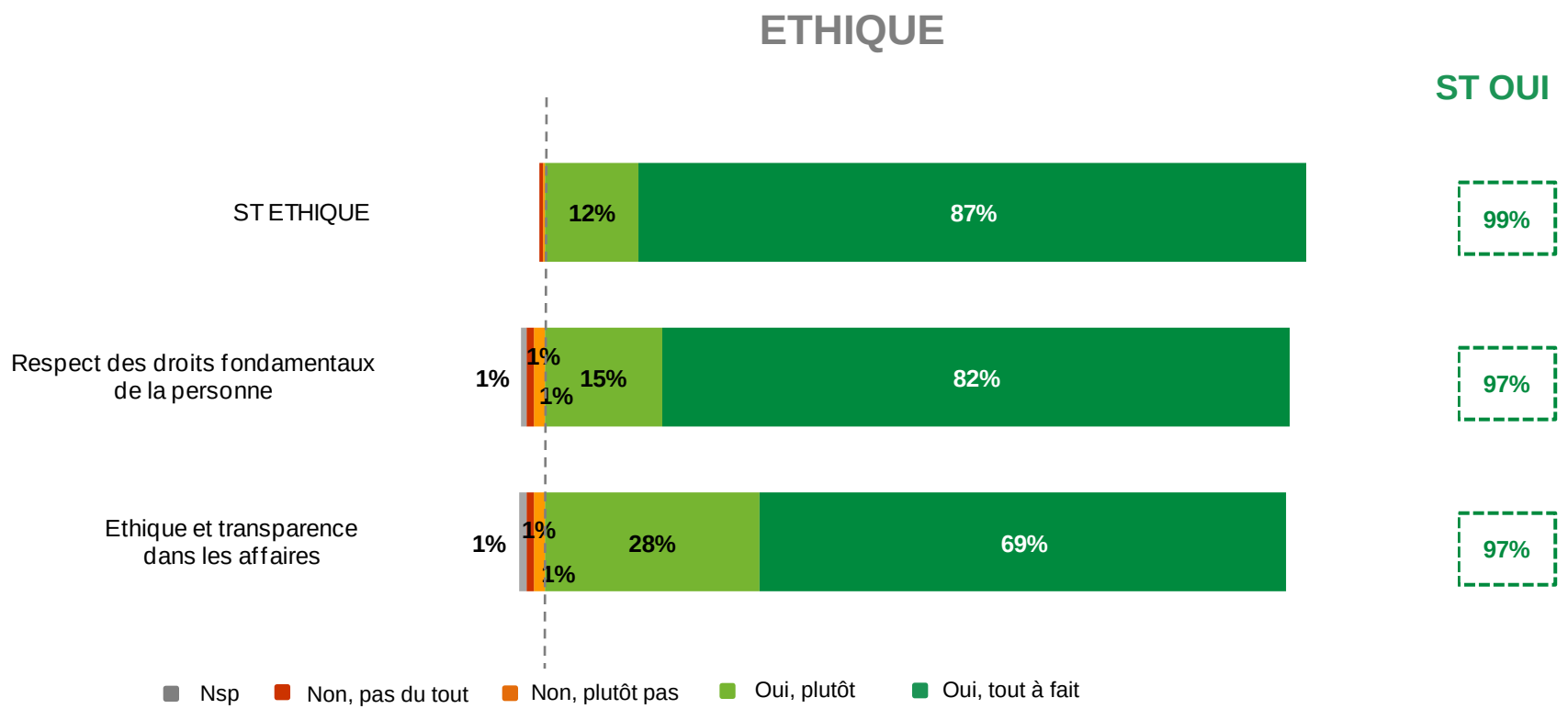
A. Etat des lieux



Le degré d'engagement des dirigeants de PME-PMI dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale 1/3

➤ A1. Dans ces domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale, les enjeux collectifs auxquels nous devons faire face sont nombreux. En tant que dirigeant d'une PME-PMI, pensez-vous que votre entreprise doit s'engager activement dans chacun des enjeux que je vais vous citer ...

Base : Ensemble (404 dirigeants)



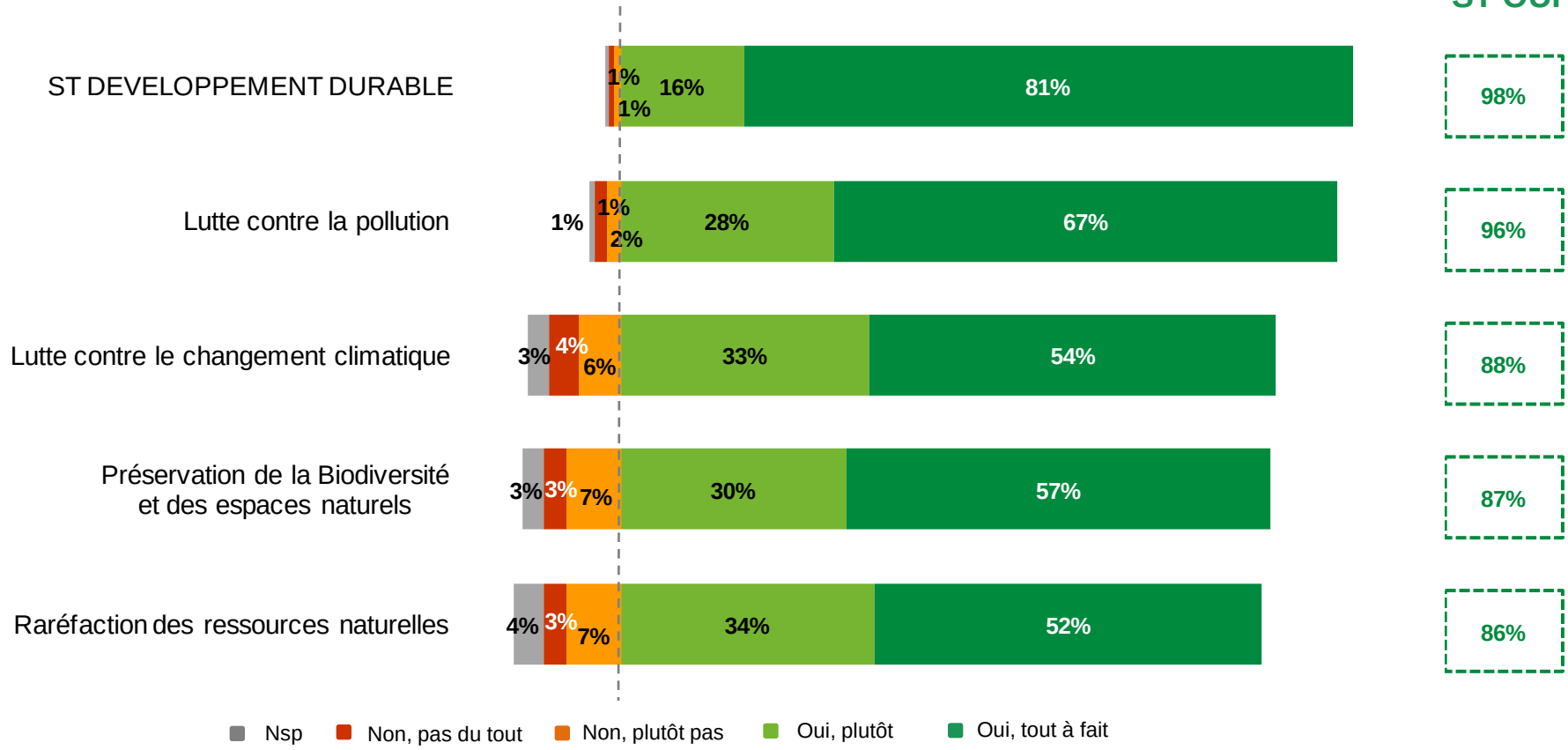
Le degré d'engagement des dirigeants de PME-PMI dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale 2/3

➤ A1. Dans ces domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale, les enjeux collectifs auxquels nous devons faire face sont nombreux. En tant que dirigeant d'une PME-PMI, pensez-vous que votre entreprise doit s'engager activement dans chacun des enjeux que je vais vous citer ...

Base : Ensemble (404 dirigeants)

DEVELOPPEMENT DURABLE

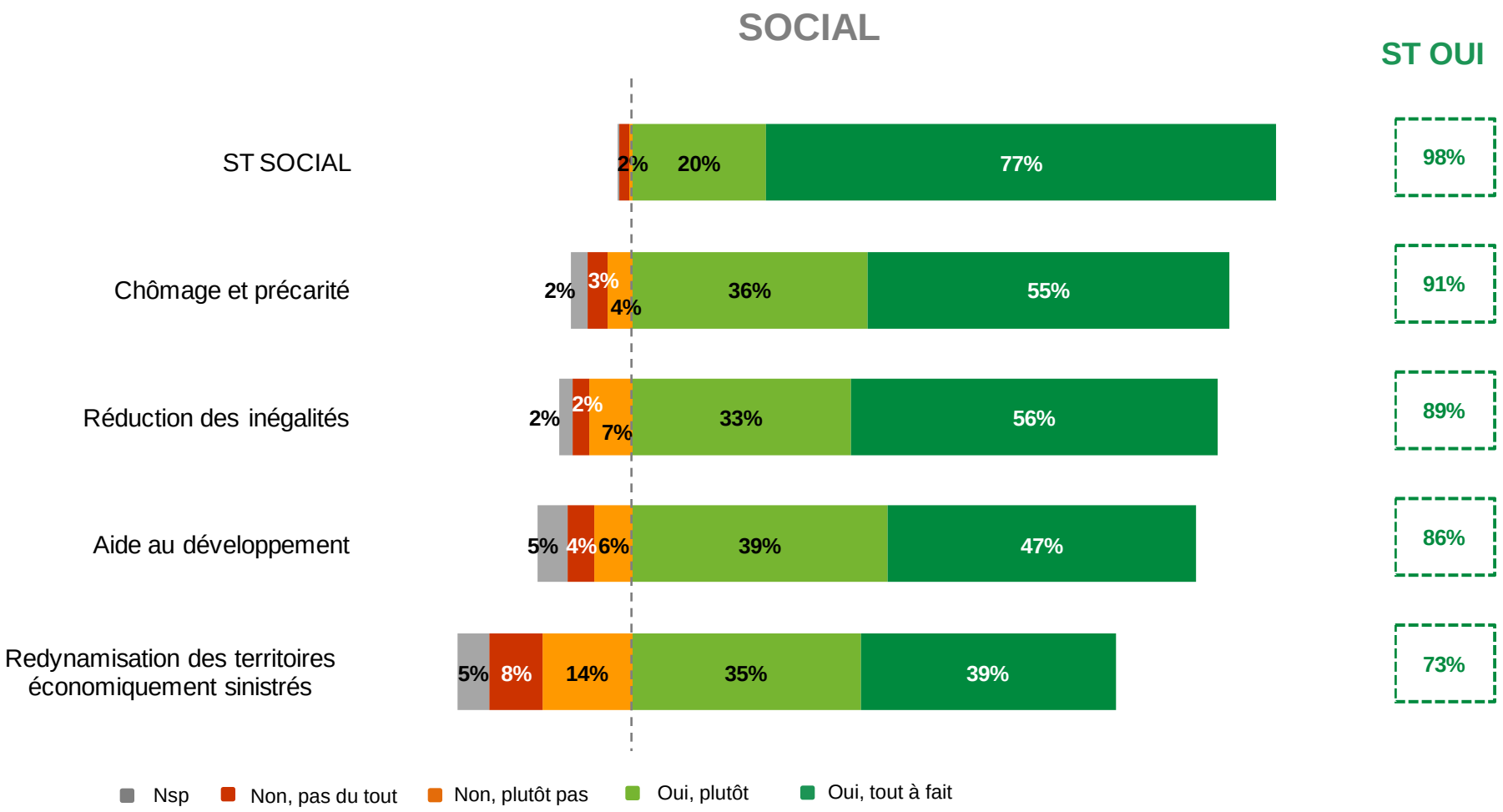
ST OUI



Le degré d'engagement des dirigeants de PME-PMI dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale 3/3

➤ A1. Dans ces domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale, les enjeux collectifs auxquels nous devons faire face sont nombreux. En tant que dirigeant d'une PME-PMI, pensez-vous que votre entreprise doit s'engager activement dans chacun des enjeux que je vais vous citer ...

Base : Ensemble (404 dirigeants)



Le degré d'engagement des dirigeants de PME-PMI dans les domaines du développement durable et de la responsabilité sociétale: analyse segmentée

Nombre moyen de 'OUI' :
9/10

PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT PLUS SIGNIFICATIVEMENT DEVOIR S'Y ENGAGER (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT MOINS SIGNIFICATIVEMENT DEVOIR S'Y ENGAGER (% significativement < à l'ensemble)
Ethique et transparence dans les affaires (97%)	
ST, Construction et Industrie (100%)	50 à 99 salariés (93%) Commerce (92%) PDG (93%)
Réduction des inégalités (89%)	
	PDG (82%)
Raréfaction des ressources naturelles (86%)	
50 à 99 salariés (92%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (93%)	
Redynamisation des territoires économiquement sinistrés (73%)	
DG, DGA (78%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (79%)	PDG (63%)
Préservation de la Biodiversité et des espaces naturels (87%)	
ST, Construction et Industrie (93%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (93%)	
Lutte contre la pollution (96%)	
Industrie (100%)	
Lutte contre le changement climatique (88%)	
	Commerce (74%)
Chômage et précarité (91%)	
50 à 99 salariés (97%)	PDG (85%)
Aide au développement (86%)	
Construction (97%)	

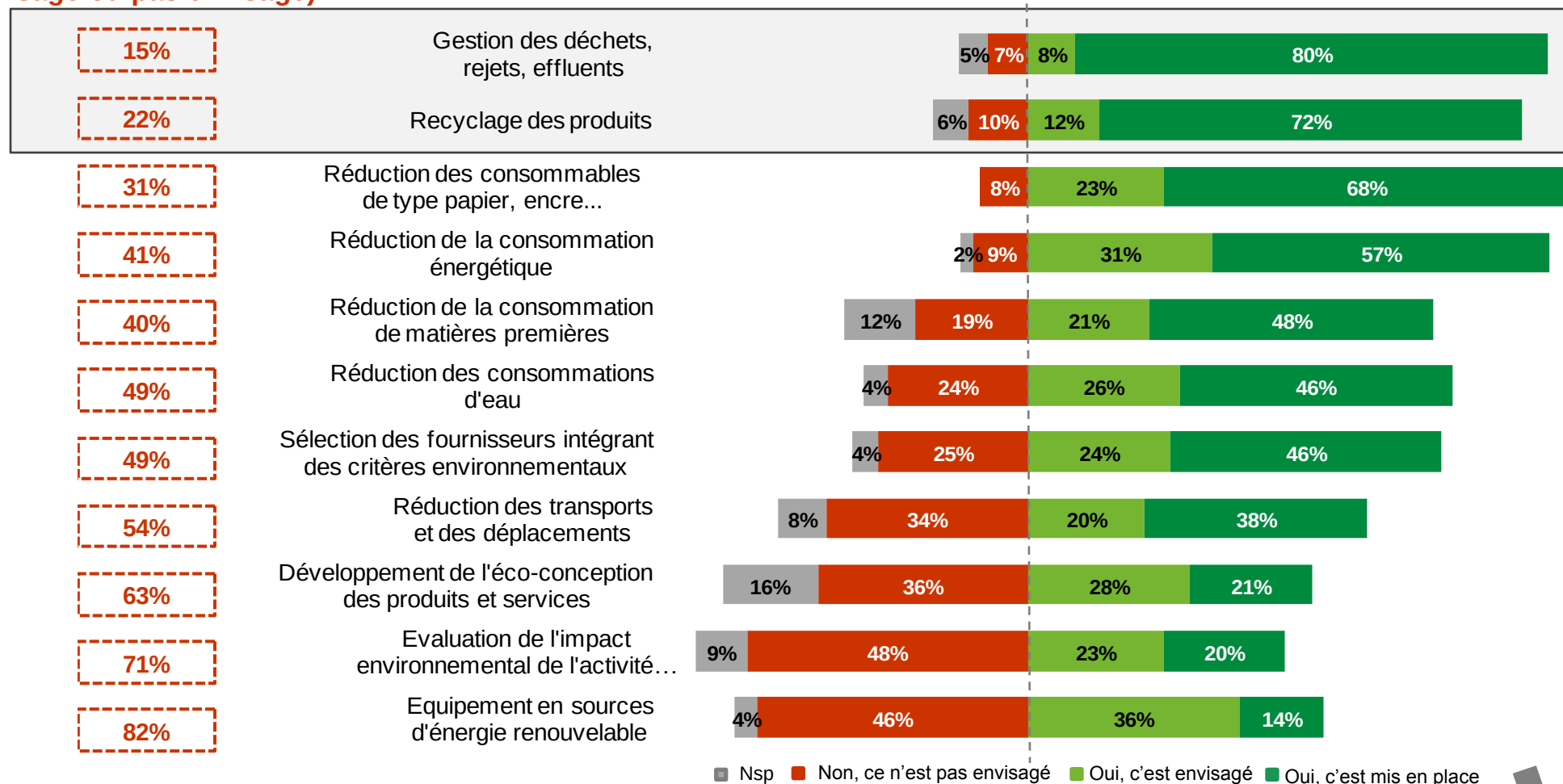
Les mesures de protection de l'environnement mises en place dans les PME-PMI

➤ B1. Votre entreprise a-t-elle mis en place les mesures de protection de l'environnement suivantes... ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

Nombre moyen de mesures de protection de l'environnement mises en place : 5,1 / 11

ST Pas (encore) mis en place (envisagé ou pas envisagé)



Les mesures de protection de l'environnement mises en place dans les PME-PMI: analyse segmentée 1/2

PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (% significativement > à l'ensemble)		PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (% significativement < à l'ensemble)	
Réduction des consommations d'eau (46%)			
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (66%)		Dans la moyenne des autres entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (41%)	
		En retard sur les questions environnementales et sociétales (32%)	
Réduction de la consommation de matières premières (48%)			
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (70%)		Dans la moyenne des autres entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (42%)	
Entreprise très touchée par la crise (62%)			
Gestion des déchets, rejets, effluents (80%)			
Commerce (93%)		Services (74%)	
ST, Construction et Industrie (87%)			
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (88%)			
Réduction des transports et des déplacements (38%)			
Construction (56%)		Entreprise moyennement touchée par la crise (33%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (48%)			
Entreprise très touchée par la crise (52%)			
Recyclage des produits (72%)			
Commerce (83%)		Services (64%)	
ST, Construction et Industrie (81%)		DG, DGA (68%)	
Industrie (82%)			

Les mesures de protection de l'environnement mises en place dans les PME-PMI: analyse segmentée 2/2

PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (% significativement < à l'ensemble)
Equipement en sources d'énergie renouvelable (14%)	
Construction (26%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (28%) Entreprise pas du tout touchée par la crise (34%)	En retard sur les questions environnementales et sociétales (2%)
Sélection des fournisseurs intégrant des critères environnementaux (46%)	
Industrie (57%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (56%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (53%)	La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (41%)
Réduction de la consommation énergétique (57%)	
50 à 99 salariés (68%)	Industrie (47%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (43%)
Développement de l'éco-conception des produits et services (21%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (37%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (29%)	Dans la moyenne des autres entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (17%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (9%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (15%)
Evaluation de l'impact environnemental de l'activité de l'entreprise (20%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (44%)	En retard sur les questions environnementales et sociétales (9%)

Les mesures sociales mises en place dans les PME-PMI

➤ B2. Et en matière sociale, votre entreprise a-t-elle mis en place les mesures suivantes... ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

Nombre moyen de mesures sociales
mises en place : 2,3 / 4

**ST Pas (encore) mis en place
(envisagé ou pas envisagé)**

24%

Une gestion des ressources humaines
favorisant l'égalité des chances

37%

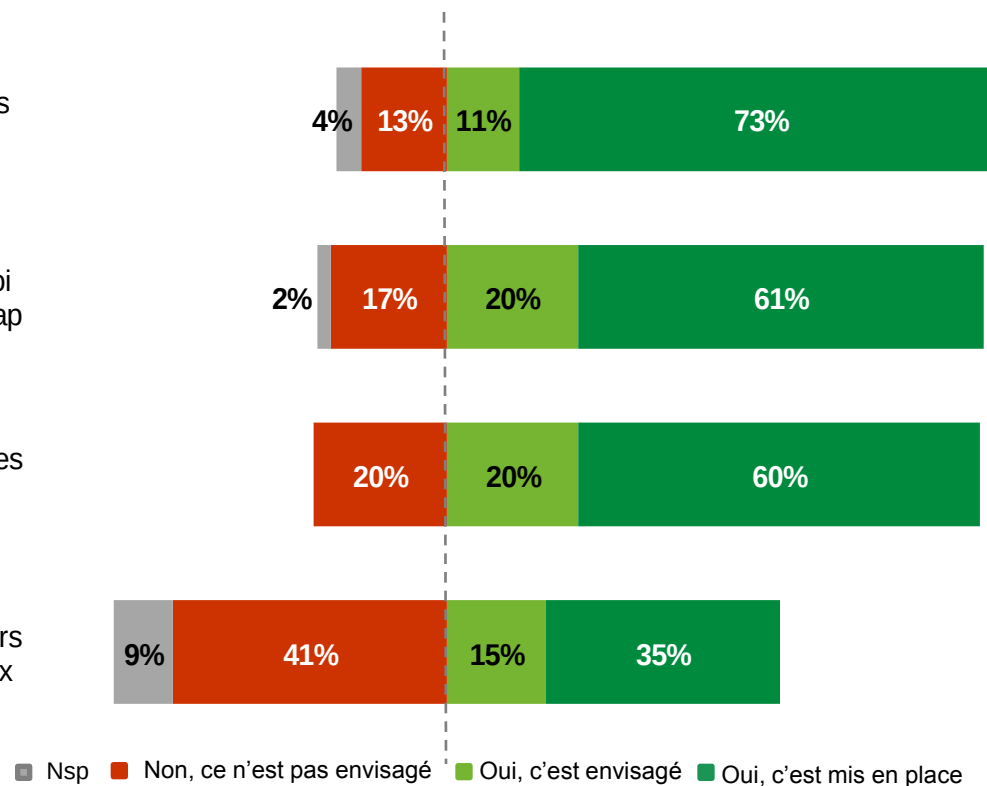
Des équipements favorisant l'emploi
de collaborateurs atteints de handicap

40%

Des actions d'optimisation des
conditions de travail

56%

Une sélection des fournisseurs
intégrant des critères sociaux



Les mesures sociales mises en place dans les PME-PMI: analyse segmentée

PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES EN MATIERE SOCIALE (% significativement > à l'ensemble)		PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS SOUVENT MIS EN PLACE DES MESURES EN MATIERE SOCIALE (% significativement < à l'ensemble)	
Une gestion des ressources humaines favorisant l'égalité des chances (73%)			
Services (78%)		ST, Construction et Industrie (62%) Industrie (60%)	
Des actions d'optimisation des conditions de travail (60%)			
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (71%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (66%) Entreprise peu touchée par la crise (69%)		En retard sur les questions environnementales et sociétales (36%)	
Une sélection des fournisseurs intégrant des critères sociaux (35%)			
50 à 99 salariés (45%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (47%)		20 à 49 salariés (31%)	
Des équipements favorisant l'emploi de collaborateurs atteints de handicap (61%)			
		ST, Construction et Industrie (52%)	

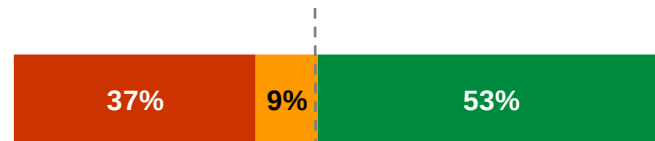
➤ B3. Concernant les différentes actions / mesures environnementales et sociétales que vous avez prises ou que vous envisagez de prendre...?

Base : Ceux qui ont répondu au moins une fois 'oui' en B1 et/ou B2 soit 100% de l'échantillon (404)

ST Non

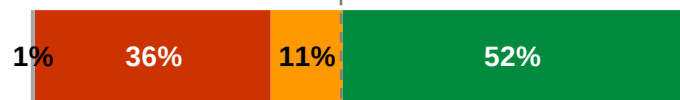
47%

Y a-t-il dans votre entreprise une personne en charge de ces questions en particulier ?



47%

Associez-vous des partenaires à votre démarche tels que les clients, fournisseurs, associations, élus, ...



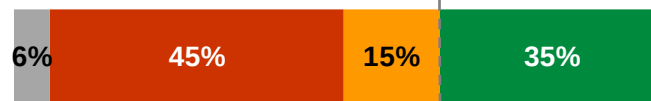
45%

Sont-elles intégrées dans une stratégie globale d'entreprise ?



60%

Prenez-vous en considération des normes ou standards tels que Iso 14001, SA 8000 ?



82%

Avez-vous défini un budget spécifique ?



■ Nsp ■ Non et ce n'est pas envisagé ■ Non mais c'est envisagé ■ Oui

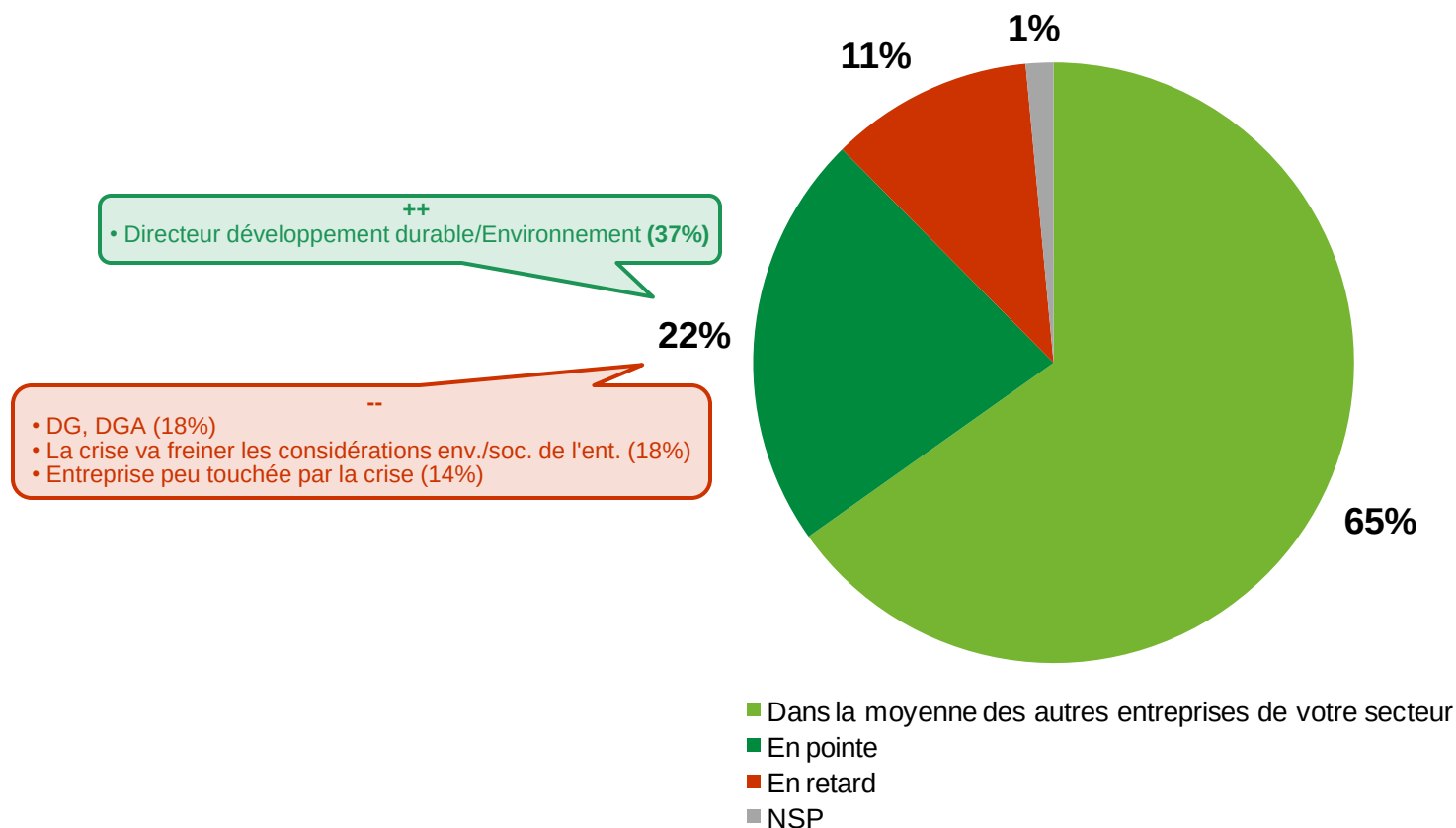
Impact de la prise en considération des enjeux environnementaux et sociétaux sur l'organisation des PME-PMI: analyse segmentée

PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS PRIS EN CONSIDERATION CES ENJEUX DANS L'ORGANISATION DE L'ENTREPRISE (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS PRIS EN CONSIDERATION CES ENJEUX DANS L'ORGANISATION DE L'ENTREPRISE (% significativement < à l'ensemble)
Y a-t-il dans votre entreprise une personne en charge de ces questions en particulier ? OUI (53%)	
Directeur développement durable/Environnement (79%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (75%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (61%)	DG, DGA (47%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (27%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (47%)
Avez-vous défini un budget spécifique ? OUI (16%)	
Plus de 100 salariés (24%) Directeur développement durable/Environnement (30%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (34%)	20 à 49 salariés (12%) Dans la moyenne des entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (11%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (5%)
Sont-elles intégrées dans une stratégie globale d'entreprise ? OUI (52%)	
Directeur développement durable/Environnement (68%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (75%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (62%)	En retard sur les questions environnementales et sociétales (25%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (47%)
Prenez-vous en considération des normes ou standards tels que Iso 14001, SA 8000 ? OUI (35%)	
Plus de 100 salariés (46%) ST, Construction et Industrie (48%) Industrie (51%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (52%) Entreprise très touchée par la crise (48%)	Services (30%) DG, DGA (30%) Dans la moyenne des entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (31%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (18%)
Associez-vous des partenaires à votre démarche tels que les clients, fournisseurs, associations, élus OUI (52%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (69%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (64%)	La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (42%)

Positionnement des PME-PMI face aux questions environnementales et sociétales

➤ D1. Sur ces questions environnementales et sociétales, diriez-vous de votre entreprise, en toute sincérité, qu'elle est plutôt ...?

Base : Ensemble (404 dirigeants)



B. Leviers et freins à la mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI



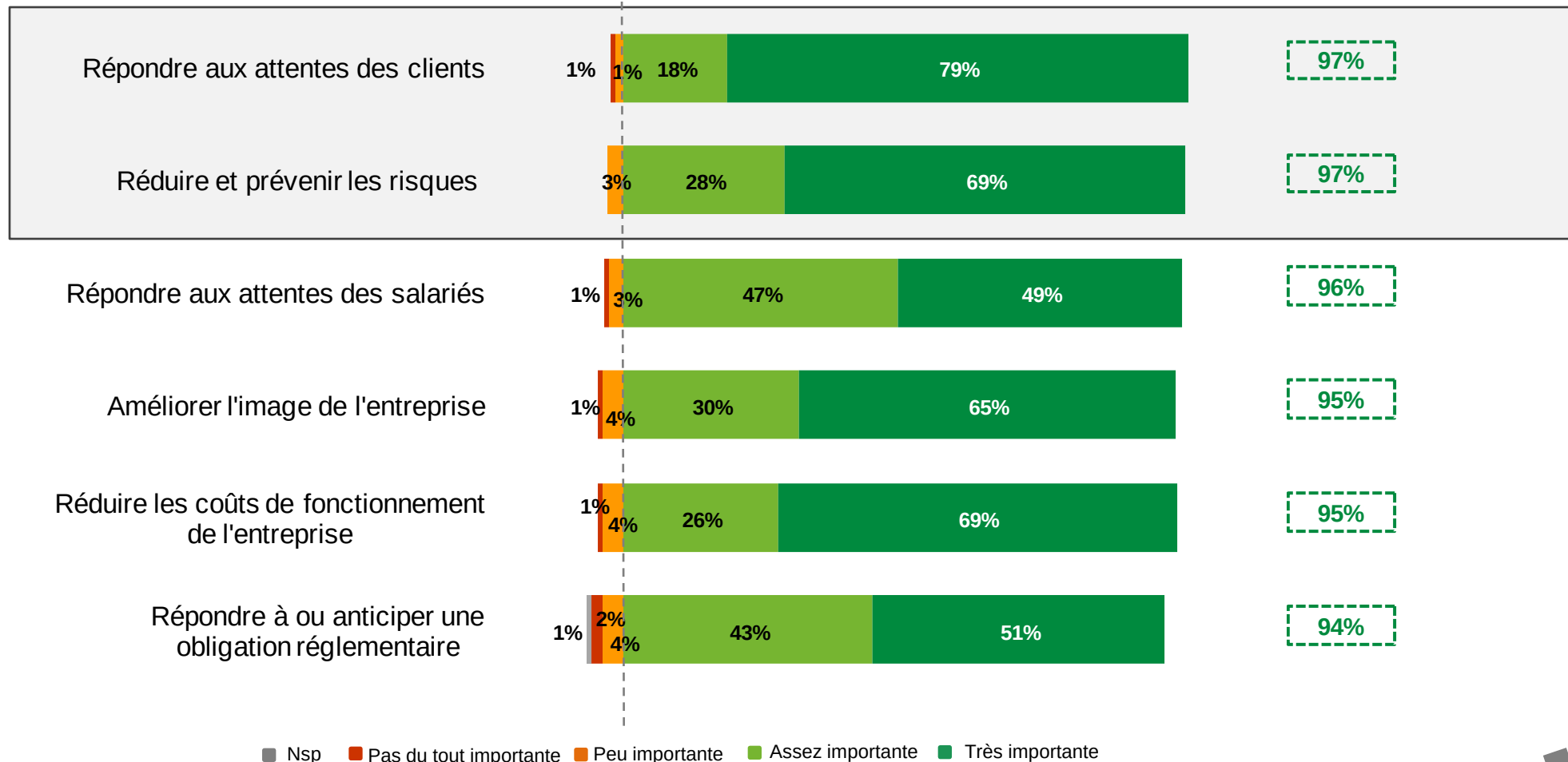
Hiérarchisation des motivations de mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI 1/2

➤ A2. Pour chacune des motivations que je vais vous citer, dites-moi si elle est ou serait pour vous une motivation [Echelle] pour mettre en place dans votre entreprise des mesures environnementales et sociétales?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

Nombre moyen de « Important » : 9,9 / 11

ST Importante



Hiérarchisation des motivations de mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI 2/2

➤ A2. Pour chacune des motivations que je vais vous citer, dites-moi si elle est ou serait pour vous une motivation [Echelle] pour mettre en place dans votre entreprise des mesures environnementales et sociétales?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

ST Importante

Augmenter la performance économique de l'entreprise



93%

S'adapter au contexte économique et financier actuel



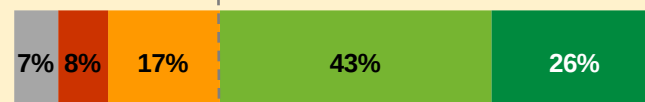
92%

Convictions personnelles



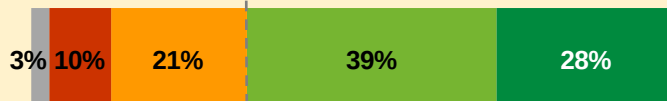
91%

Répondre aux attentes des investisseurs



68%

S'aligner sur les autres entreprises du secteur



67%

■ Nsp ■ Pas du tout importante ■ Peu importante ■ Assez importante ■ Très importante

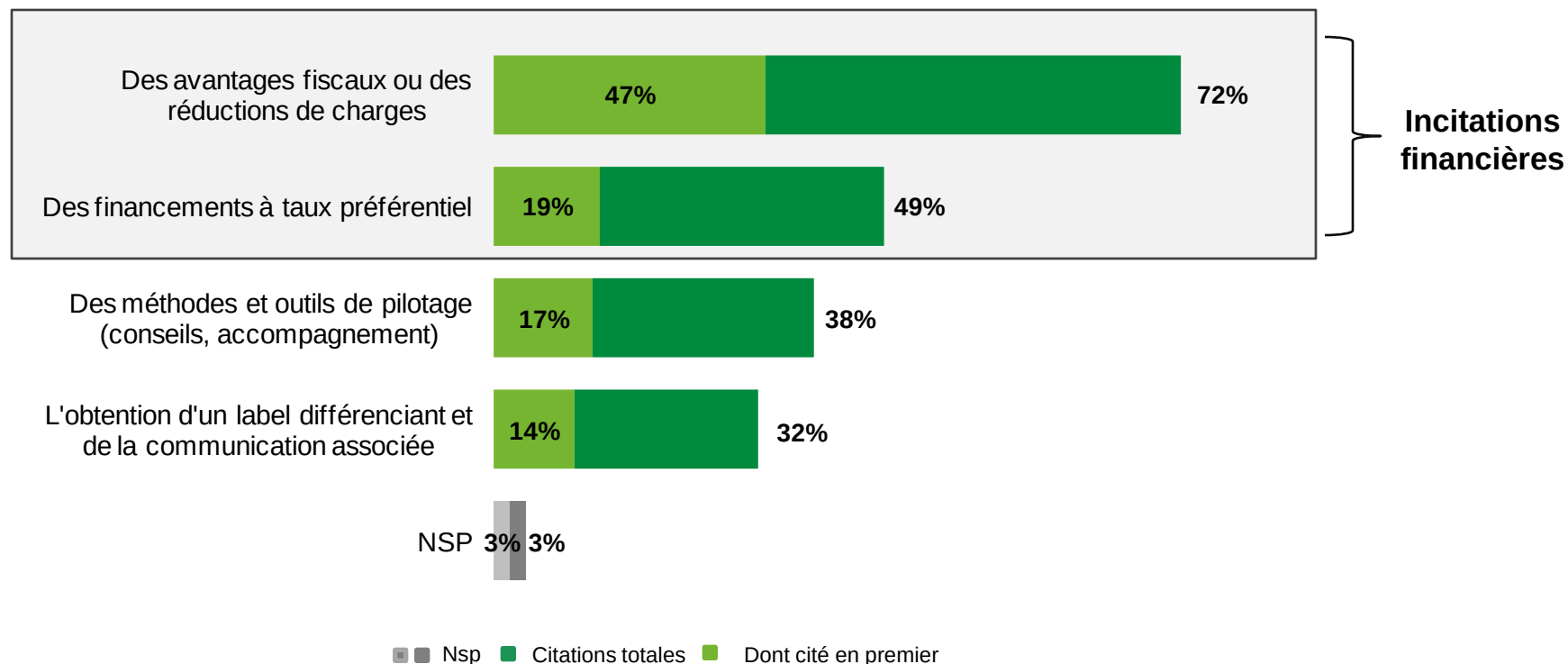
Hiérarchisation des motivations de mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI : analyse segmentée

PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS LES MOTIVATIONS COMME ETANT IMPORTANTES (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS LES MOTIVATIONS COMME ETANT IMPORTANTES (% significativement < à l'ensemble)
Augmenter la performance économique de l'entreprise (93%)	
	Entreprise pas du tout touchée par la crise (80%)
Répondre aux attentes des clients (97%)	
ST, Construction et Industrie (100%)	
Répondre aux attentes des salariés (96%)	
50 à 99 salariés (100%)	
Répondre aux attentes des investisseurs (68%)	
50 à 99 salariés (79%)	PDG (58%) Entreprise peu touchée par la crise (59%)
Convictions personnelles (91%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (97%)	
S'adapter au contexte économique et financier actuel (92%)	
	Entreprise pas du tout touchée par la crise (80%)

Impact de mesures incitatives au développement de la politique environnementale et sociétale des PME-PMI

➤ A5. Parmi les propositions que je vais vous citer, quelles sont les deux qui vous motiveraient le plus pour développer la politique environnementale et sociétale de votre entreprise ? En 1er ? En 2nd ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)



Impact de mesures incitatives au développement de la politique environnementale et sociétale des PME-PMI: analyse segmentée

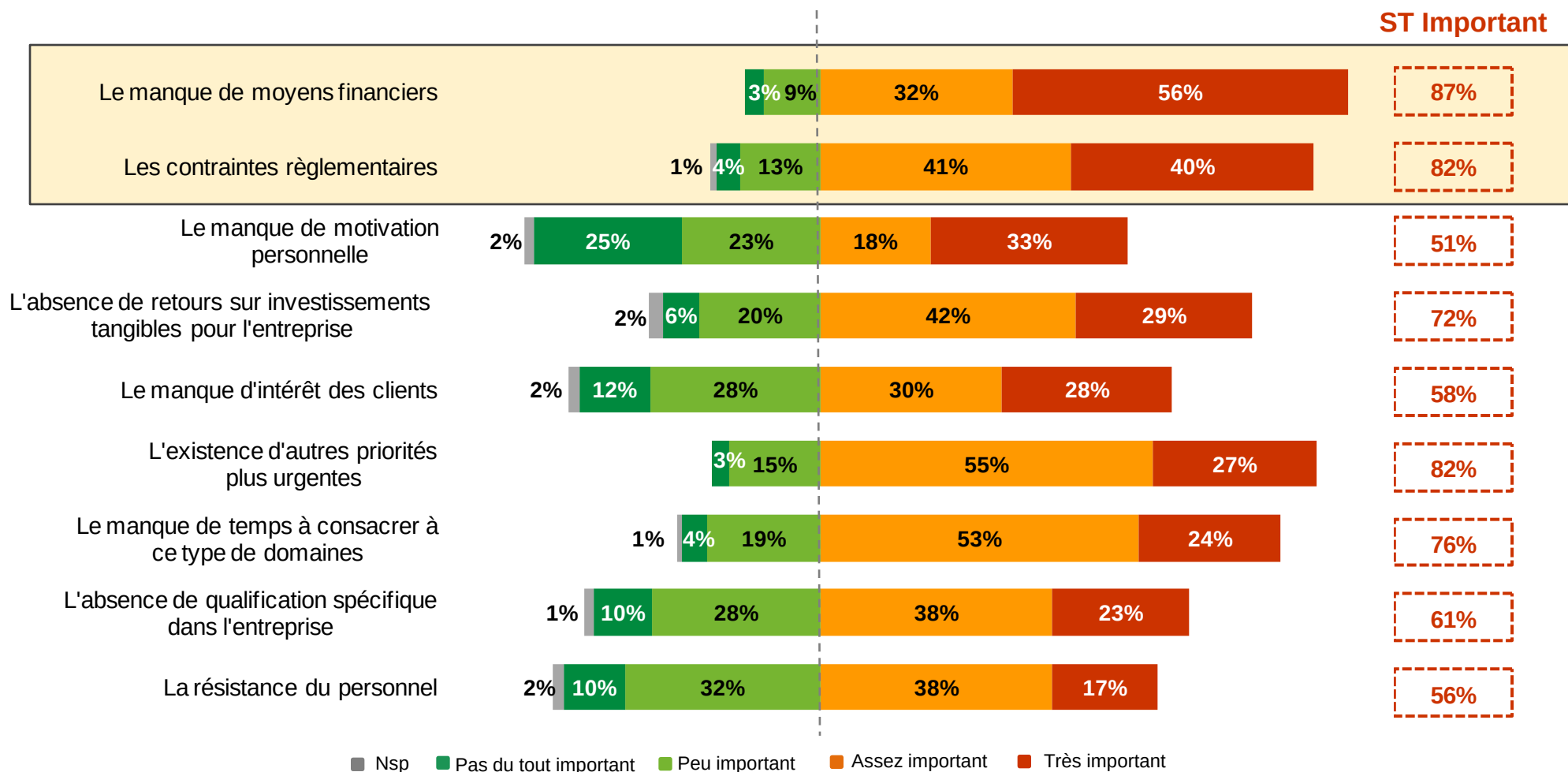
PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS LES MESURES INCITATIVES COMME DEVANT ÊTRE PRIVILEGIEES (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS LES MESURES INCITATIVES COMME DEVANT ÊTRE PRIVILEGIEES (% significativement < à l'ensemble)
Des avantages fiscaux ou des réductions de charges (72%)	
Commerce (90%) Dans la moyenne des entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (77%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (77%)	Services (66%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (64%)
Des financements à taux préférentiel (49%)	
La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (56%) Entreprise très touchée par la crise (65%)	
Des méthodes et outils de pilotage (conseils, accompagnement) (38%)	
La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (46%)	La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (32%)
L'obtention d'un label différenciant et de la communication associée (32%)	
En retard sur les questions environnementales et sociétales (46%)	Dans la moyenne des entreprises du secteur sur les questions environnementales et sociétales (28%)

Hierarchisation des freins à la mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI

➤ A3. Je vais vous citer maintenant des facteurs qui peuvent freiner les PME-PMI dans la mise en œuvre de mesures environnementales et sociétales. Pour chacun, dites-moi s'il est ou serait pour vous un frein [Echelle] dans la mise en œuvre de mesures environnementales et sociétales dans votre entreprise?

Nombre moyen de « Important » : 6,3 / 9

Base : Ensemble (404 dirigeants)



*Classement en fonction des %

'Très important'

Hiérarchisation des freins à la mise en place de mesures environnementales et sociétales dans les PME-PMI: analyse segmentée

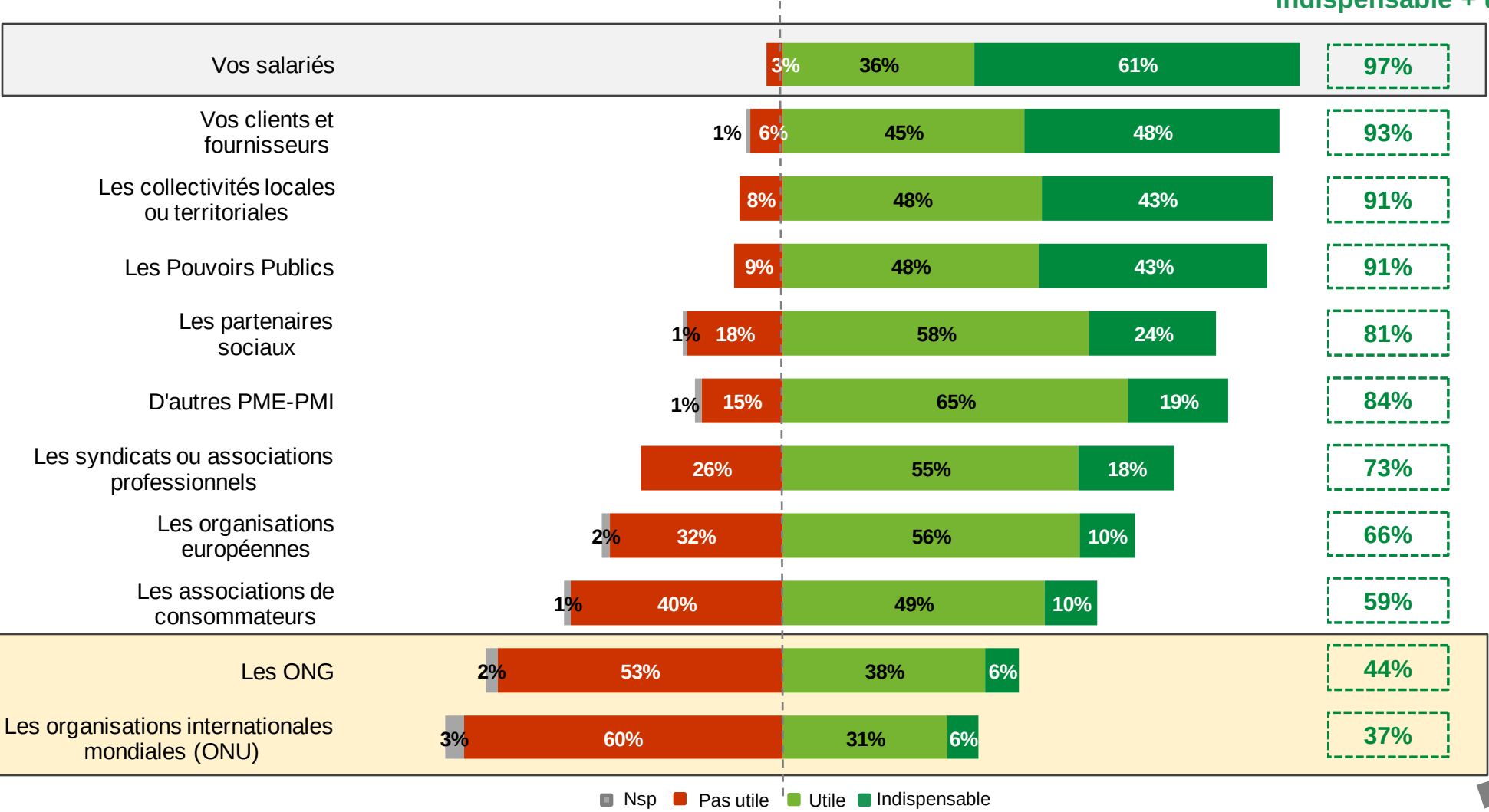
PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS LES FREINS COMME ETANT TRES IMPORTANTS (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS LES FREINS COMME ETANT TRES IMPORTANTS (% significativement < à l'ensemble)
Les contraintes / réglementaires (40%)	
La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales. de l'ent. (49%) Entreprise très touchée par la crise (59%)	La crise va développer les considérations environnementales et sociétales. de l'ent. (32%)
Le manque de moyens financiers (56%)	
La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales. de l'ent. (64%) Entreprise très touchée par la crise (72%)	Construction (38%)
La résistance du personnel (17%)	
Construction (35%) Entreprise très touchée par la crise (27%)	
Le manque de temps à / consacrer à ce type de domaines (24%)	
	En retard sur les questions environnementales et sociétales (11%)
L'absence de qualification spécifique dans l'entreprise (23%)	
	PDG (14%)
Le manque d'intérêt des clients (28%)	
Construction (44%) PDG (39%) Entreprise très touchée par la crise (40%)	DG, DGA (23%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (14%)
L'absence de retours sur investissements tangibles pour l'entreprise (29%)	
Commerce (41%) PDG (42%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales. de l'ent. (35%) Entreprise très touchée par la crise (41%)	Services (25%) DG, DGA (23%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales. de l'ent. (22%)

Hiérarchisation des acteurs pouvant accompagner les PME-PMI sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale

➤ A4. Je vais vous citer différents acteurs qui peuvent accompagner une PME-PMI comme la votre dans la prise en charge des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale dont nous venons de parler. Pour chacun, dites moi s'il vous semble indispensable, utile ou pas utile pour une PME-PMI de collaborer avec cet acteur.

Base : Ensemble (404 dirigeants)

Indispensable + utile



■ Nsp ■ Pas utile ■ Utile ■ Indispensable

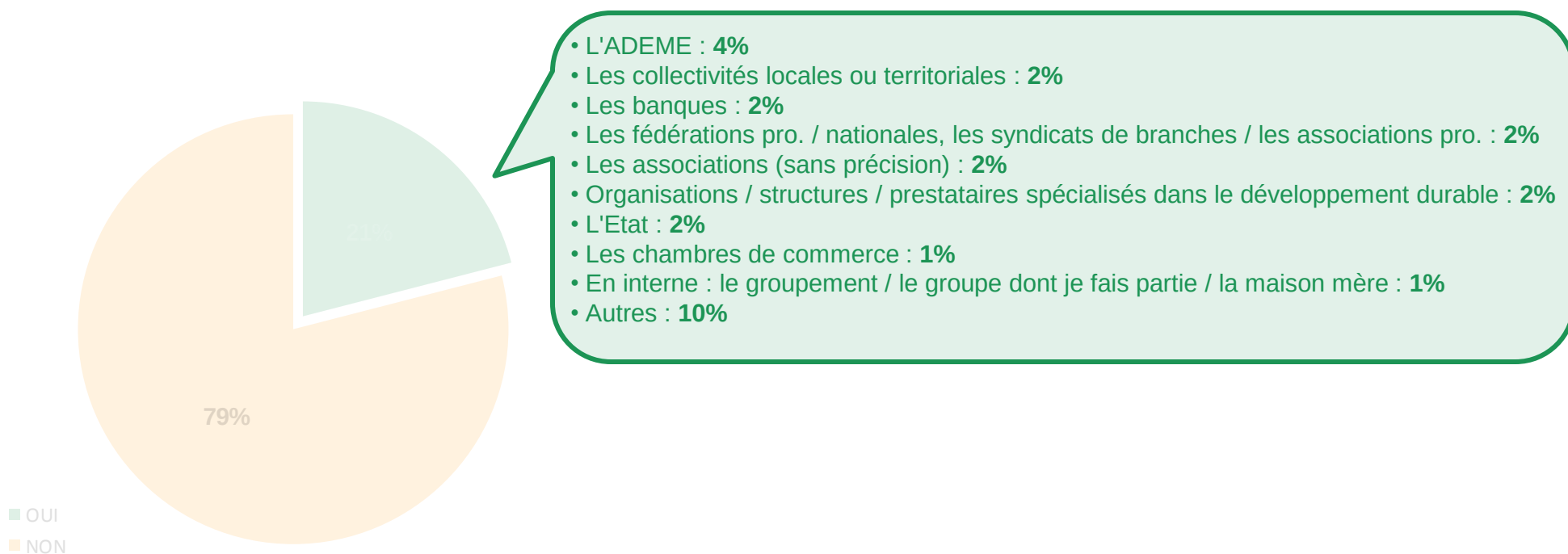
Hiérarchisation des acteurs pouvant accompagner les PME-PMI sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale : analyse segmentée

PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS LES ACTEURS COMME ETANT INDISPENSABLES (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES CONSIDERANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS LES ACTEURS COMME ETANT INDISPENSABLES (% significativement < à l'ensemble)
Les Pouvoirs Publics (43%)	
Services (53%) En retard sur les questions environnementales et sociétales (61%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (50%) Entreprise pas du tout touchée par la crise (66%)	20 à 49 salariés (38%) Commerce (26%) ST, Construction et Industrie (32%) Industrie (26%) PDG (33%)
Les collectivités locales ou territoriales (43%)	
Services (49%)	ST, Construction et Industrie (33%) Industrie (27%)
Les syndicats ou associations professionnels (18%)	
Plus de 100 salariés (28%) Services (23%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (26%)	La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (12%)
Les ONG (6%)	
En pointe sur les questions environnementales et sociétales (11%) Entreprise moyennement touchée par la crise (9%)	
Les associations de consommateurs (10%)	
	Industrie (3%)
Vos clients et fournisseurs (48%)	
Construction (64%) Directeur développement durable/Environnement (63%)	
Les partenaires sociaux (24%)	
Services (29%) La crise va développer les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (30%)	Commerce (13%)
Vos salariés (61%)	
	Commerce (49%)

Autres acteurs envisagés pour accompagner les PME-PMI sur les questions de développement durable et de responsabilité sociétale

➤ A4L. Y a-t-il d'autres acteurs qui peuvent accompagner une PME-PMI comme la votre dans la prise en charge des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale, que je ne vous aurais pas cités ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

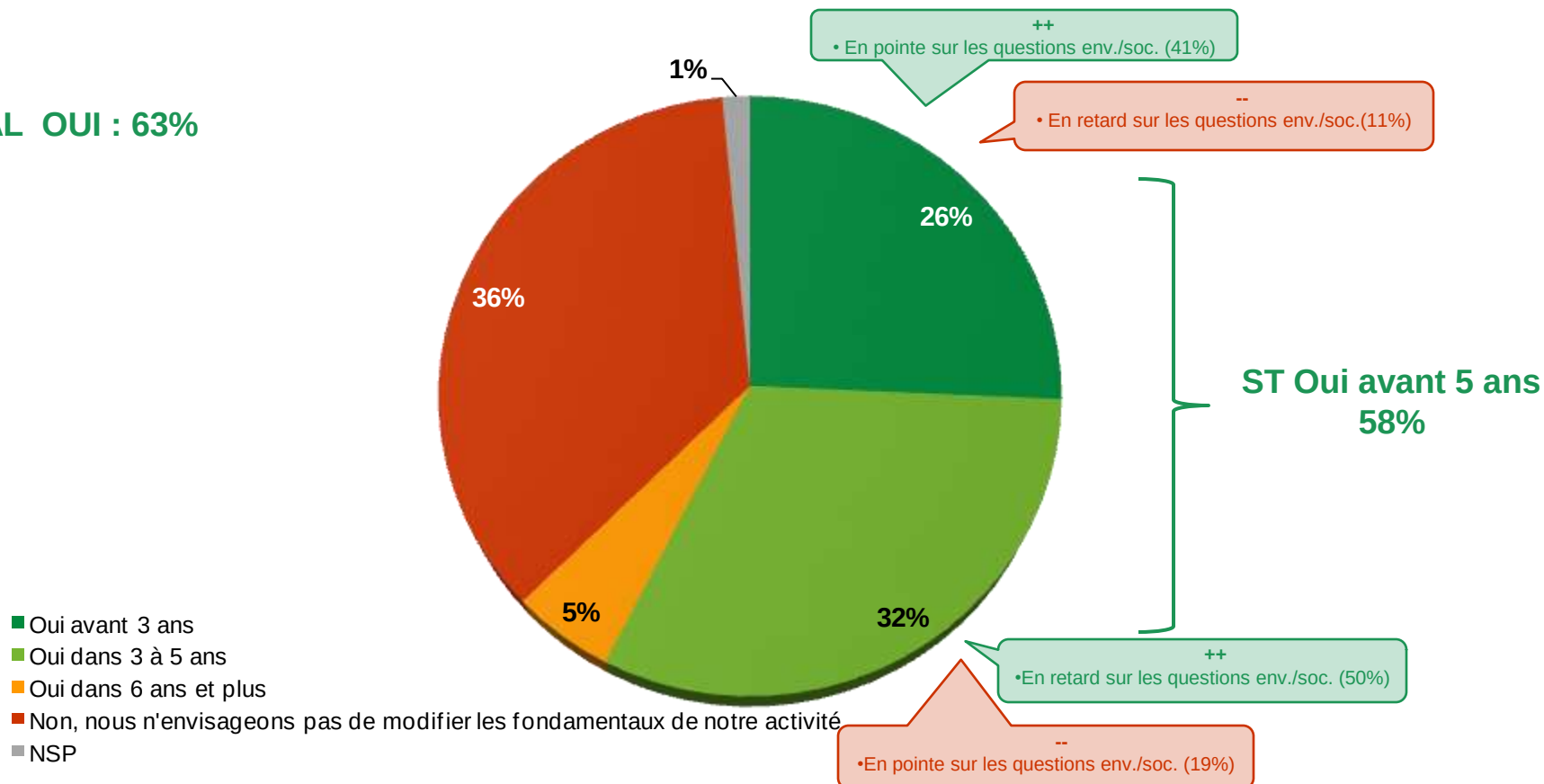


Impact de la prise en considération des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale sur l'organisation des PME-PMI

➤ A6. Pensez vous que la prise en considération de ces différents enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale dont nous venons de parler vous obligera à modifier les fondamentaux de l'organisation de votre entreprise ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

TOTAL OUI : 63%



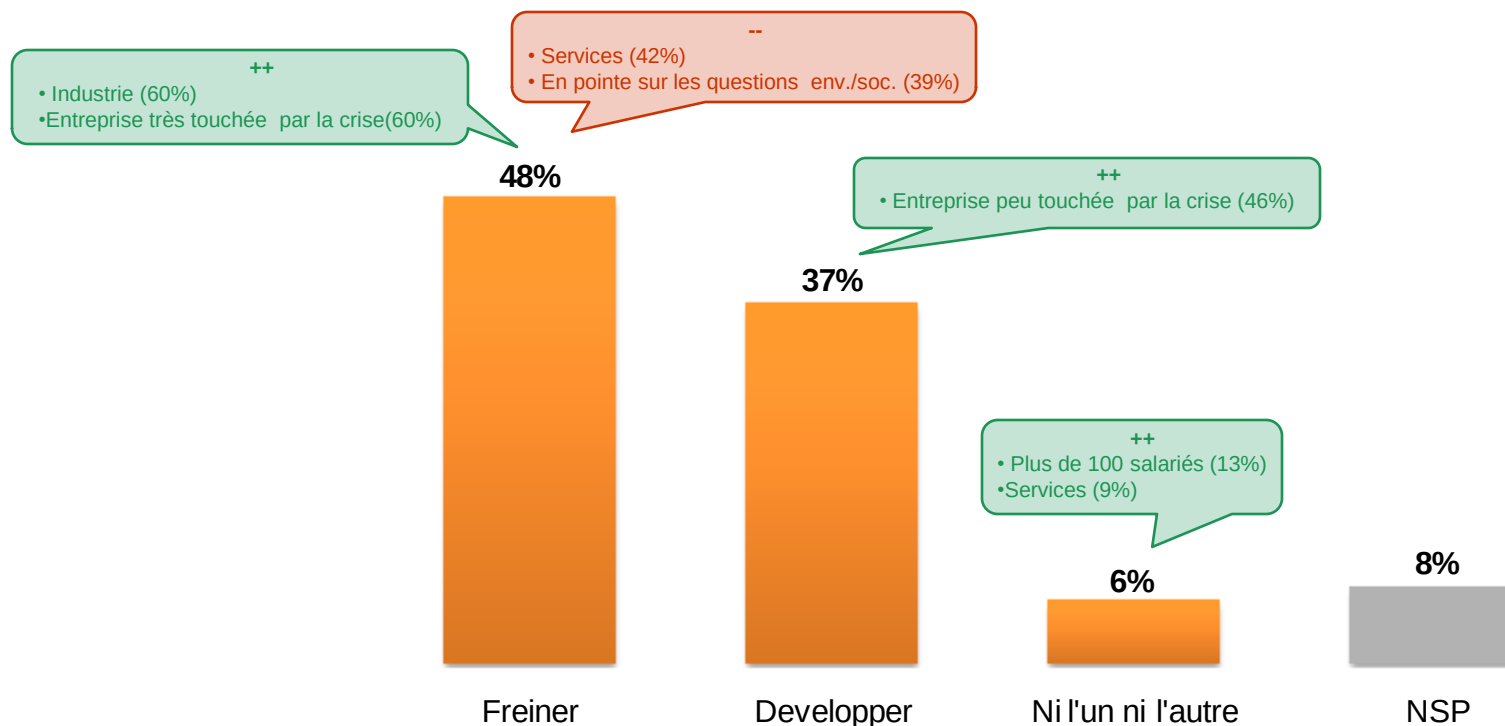
2. Impact de la crise sur la stratégie d'entreprise des PME-PMI



Impact de la crise sur la prise en considération des enjeux environnementaux et sociétaux dans les PME-PMI

➤ D2. D'une manière générale, avez-vous l'impression que la crise économique actuelle va plutôt freiner ou au contraire développer les considérations environnementales et sociétales dans les PME-PMI?

Base : Ensemble (404 dirigeants)



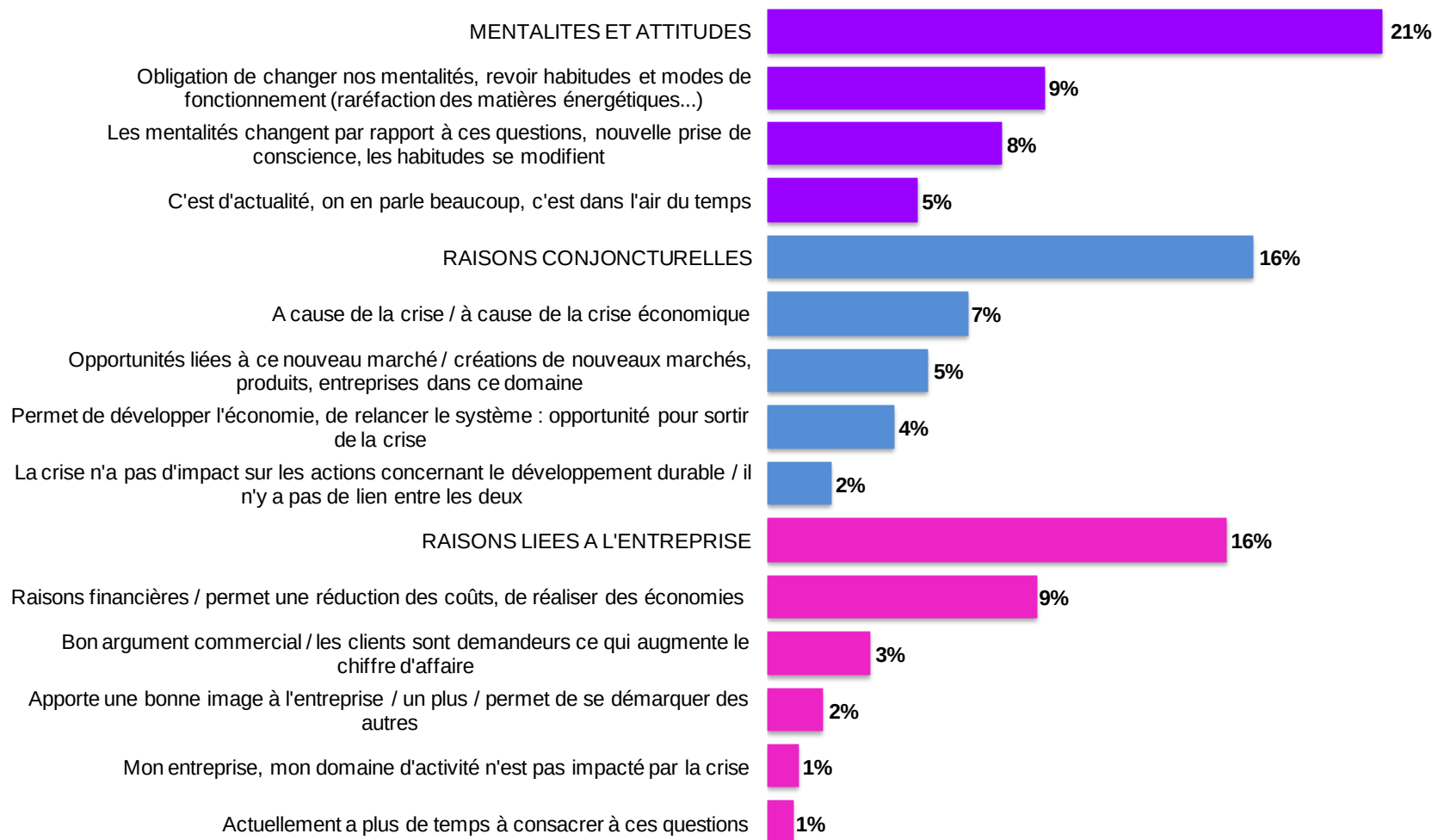
Impact de la crise sur la prise en considération des enjeux environnementaux et sociétaux dans les PME-PMI : Impressions positives

➤ D2bis. Pour quelles raisons avez-vous cette impression? Et encore? Quelles autres raisons?

Base : Ensemble hors NSP en D2
soit 92% de l'échantillon (373)

[Question ouverte]

Au moins une citation : 39%



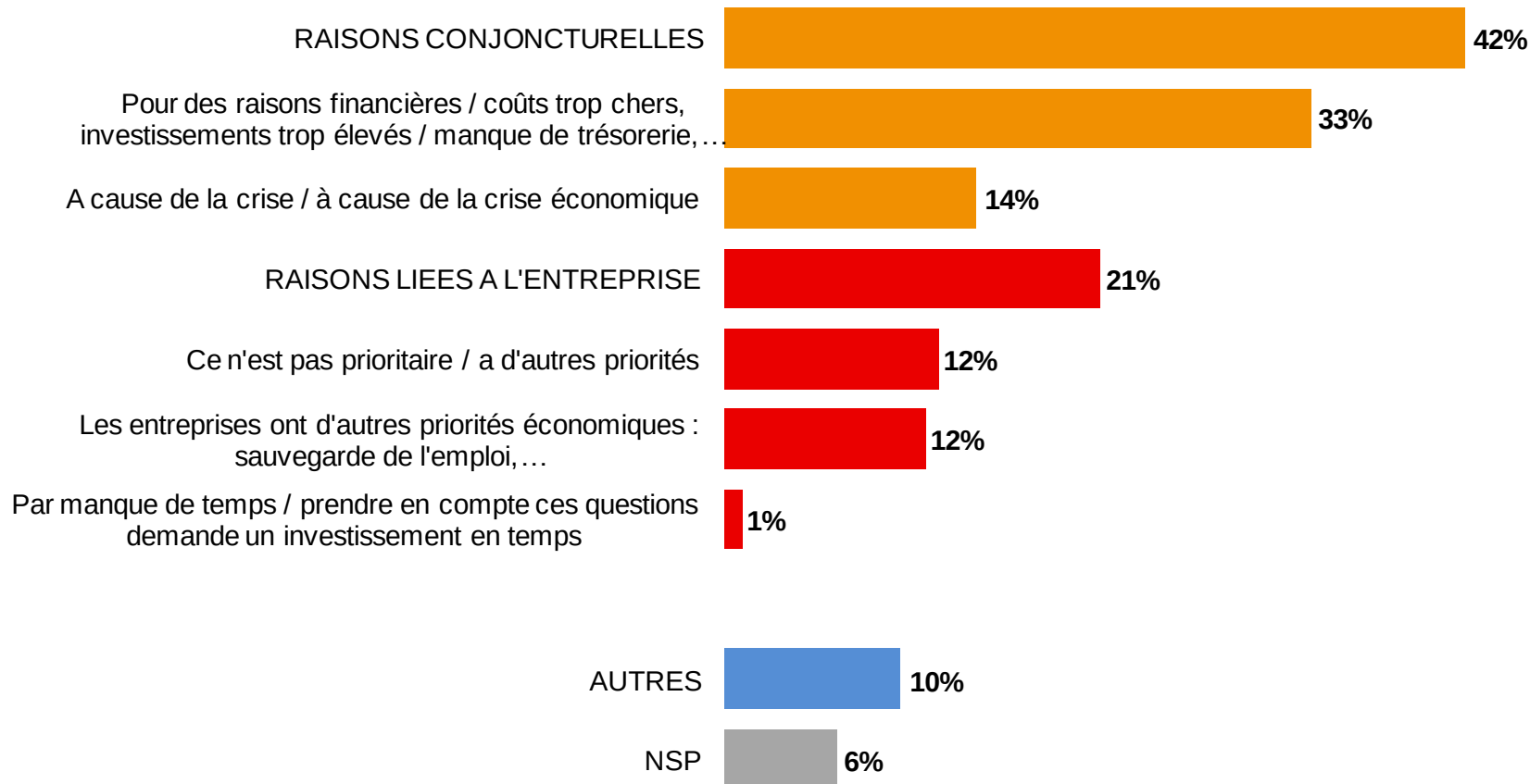
Impact de la crise sur la prise en considération des enjeux environnementaux et sociétaux dans les PME-PMI : Impressions négatives

➤ D2bis. Pour quelles raisons avez-vous cette impression? Et encore? Quelles autres raisons?

[Question ouverte]

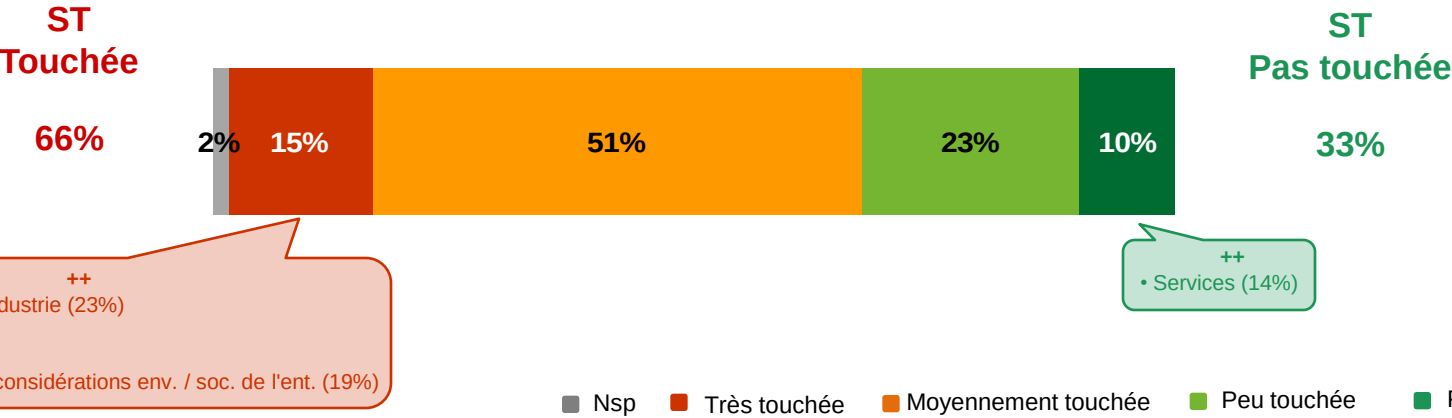
Base : Ensemble hors NSP en D2
soit 92% de l'échantillon (373)

Au moins une citation : 49%



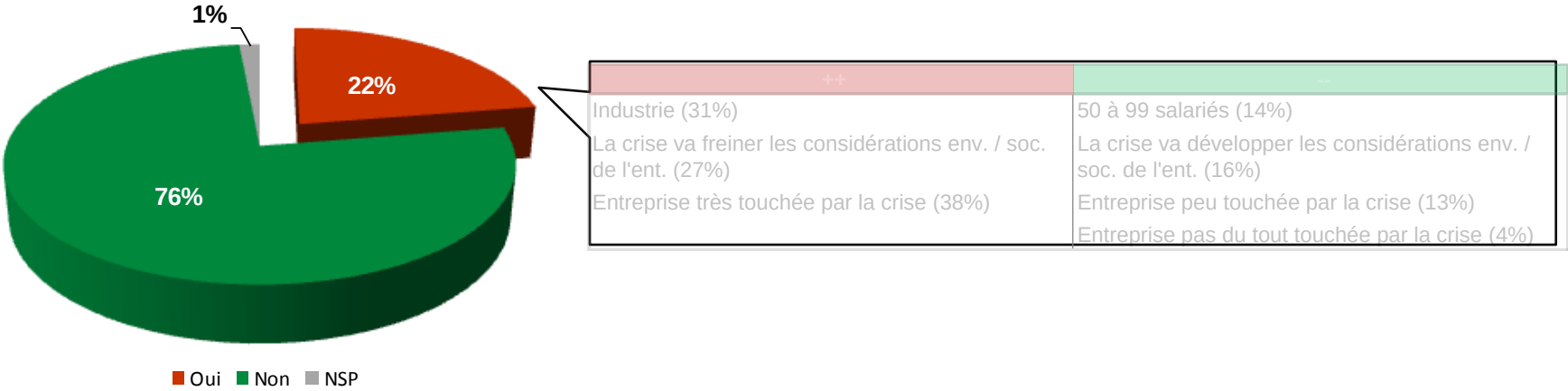
Degré d'exposition des PME-PMI à la crise et impact sur les investissements en matière environnementale et sociétale

➤ D3. Diriez-vous que votre entreprise est actuellement très, moyennement, peu ou pas du tout touchée par la crise ? Base : Ensemble (404 dirigeants)



➤ D4. Dans votre entreprise, avez-vous été amené à différer ou annuler des investissements en matière de politique environnementale et sociétale que vous aviez pourtant prévus ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

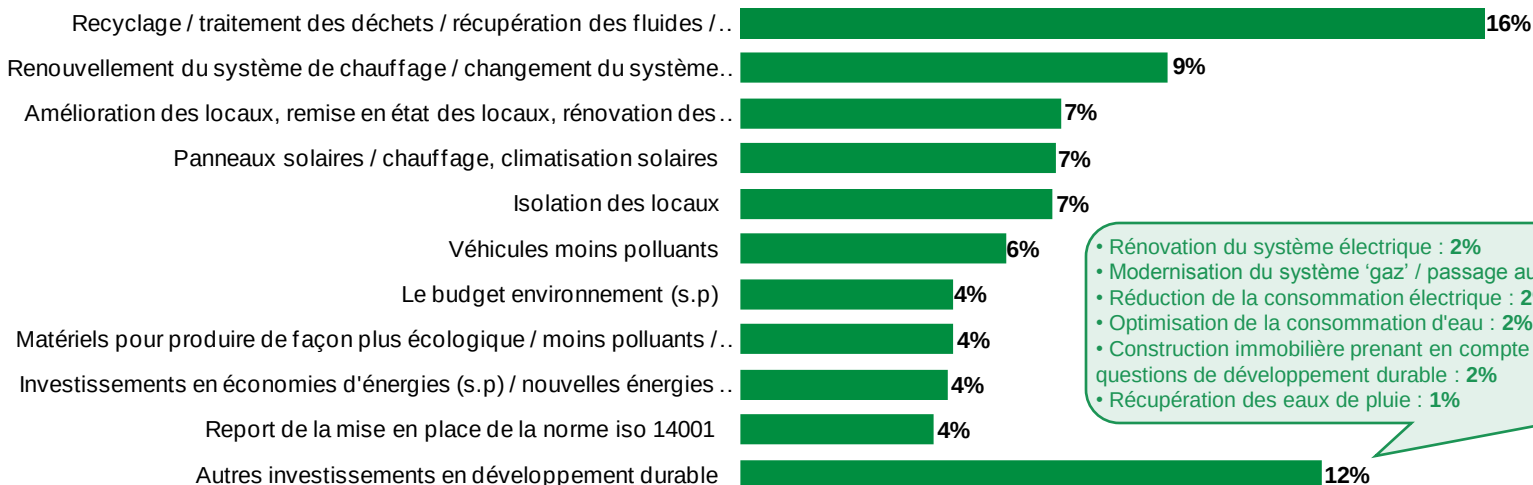


Les investissements en matière de développement durable différés ou annulés en raison de la crise

➤ D5. Pourriez-vous me dire en quelques mots de quel type d'investissement il s'agit...

[Question ouverte]

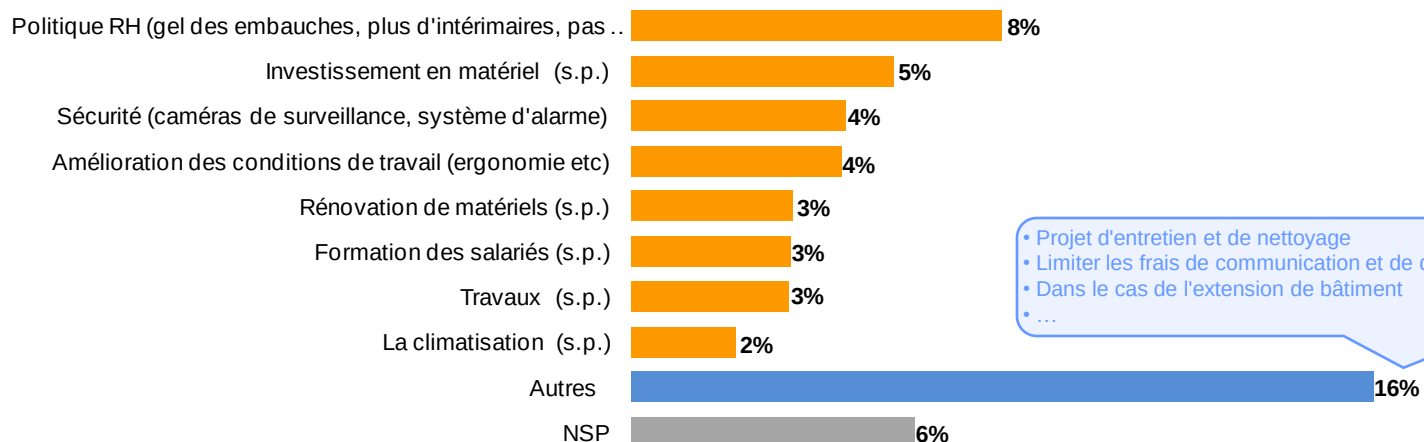
Base : Les entreprises qui ont différé des investissements soit 22% de l'échantillon (91)



- Rénovation du système électrique : 2%
- Modernisation du système 'gaz' / passage au gaz : 2%
- Réduction de la consommation électrique : 2%
- Optimisation de la consommation d'eau : 2%
- Construction immobilière prenant en compte les questions de développement durable : 2%
- Récupération des eaux de pluie : 1%

Investissements en matière de développement durable

Au moins une citation : 61%



- Projet d'entretien et de nettoyage
- Limiter les frais de communication et de déplacement
- Dans le cas de l'extension de bâtiment
- ...

Autres types d'Investissements

Au moins une citation : 31%

3. Quelle place pour l'assurance dans l'accompagnement des PME-PMI dans la prise en considération des questions de développement durable et de responsabilité sociétale?



Les conseils externes en questions environnementales et sociétales utilisés ou envisagés par les PME-PMI

➤ C1. Concernant les questions environnementales et sociétales quels sont les conseils externes auxquels vous faites appel ou pourriez envisager de le faire?

Base : Ensemble (404 dirigeants)



Les conseils externes en questions environnementales et sociétales utilisés ou envisagés par les PME-PMI: analyse segmentée

PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT PLUS DECLARE FAIRE APPEL A CES ACTEURS (% significativement > à l'ensemble)	PROFIL DES ENTREPRISES AYANT SIGNIFICATIVEMENT MOINS DECLARE FAIRE APPEL A CES ACTEURS (% significativement < à l'ensemble)
Organismes gouvernementaux comme le ministère de l'environnement, l'Ademe, la DRIRE (73%)	
Plus de 100 salariés (84%) ST, Construction et Industrie (83%) Industrie (90%) Directeur développement durable/Environnement (88%)	20 à 49 salariés (67%) Services (68%) DG, DGA (69%)
Cabinets de conseil en stratégie sur le développement durable (33%)	
50 à 99 salariés (42%)	20 à 49 salariés (27%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (26%)
ONG (11%)	
Directeur développement durable/Environnement (28%) En pointe sur les questions environnementales et sociétales (18%)	
Assureurs (37%)	
ST, Construction et Industrie (53%) Industrie (61%)	Services (30%)
Experts comptables / commissaires aux comptes (52%)	
20 à 49 salariés (57%) Commerce (63%) La crise va freiner les considérations environnementales et sociétales de l'ent. (58%)	Plus de 100 salariés (39%)
Fédérations professionnelles / nationales, syndicats de branches / associations professionnelles (2%)	
Construction (9%)	
Architectes, maîtres d'oeuvre, bureaux d'études (3%)	
Plus de 100 salariés (9%) Directeur développement durable/Environnement (9%)	
Collectivités locales / territoriales (4%)	
Entreprise pas du tout touchée par la crise (12%)	En pointe sur les questions environnementales et sociétales (-)

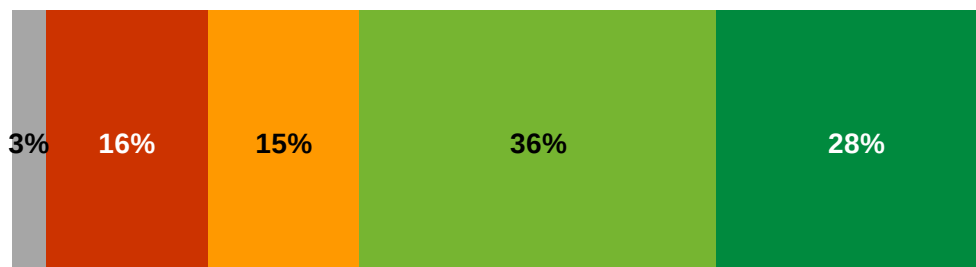
Les attentes des dirigeants de PME-PMI à l'égard des assureurs en matière de prévention des risques environnementaux et sociétaux

➤ C3. Attendez-vous de vos assureurs qu'ils vous conseillent et vous accompagnent avec des spécialistes en matière de prévention des risques environnementaux et sociétaux ?

Base : Ensemble (404 dirigeants)

ST NON

32%



■ Nsp ■ Non, pas du tout ■ Non, plutôt pas ■ Oui, plutôt ■ Oui, tout à fait

ST OUI

65%

++
• ST, Construction et Industrie (73%)
• La crise va développer les considérations env. / soc. de l'ent. (72%)

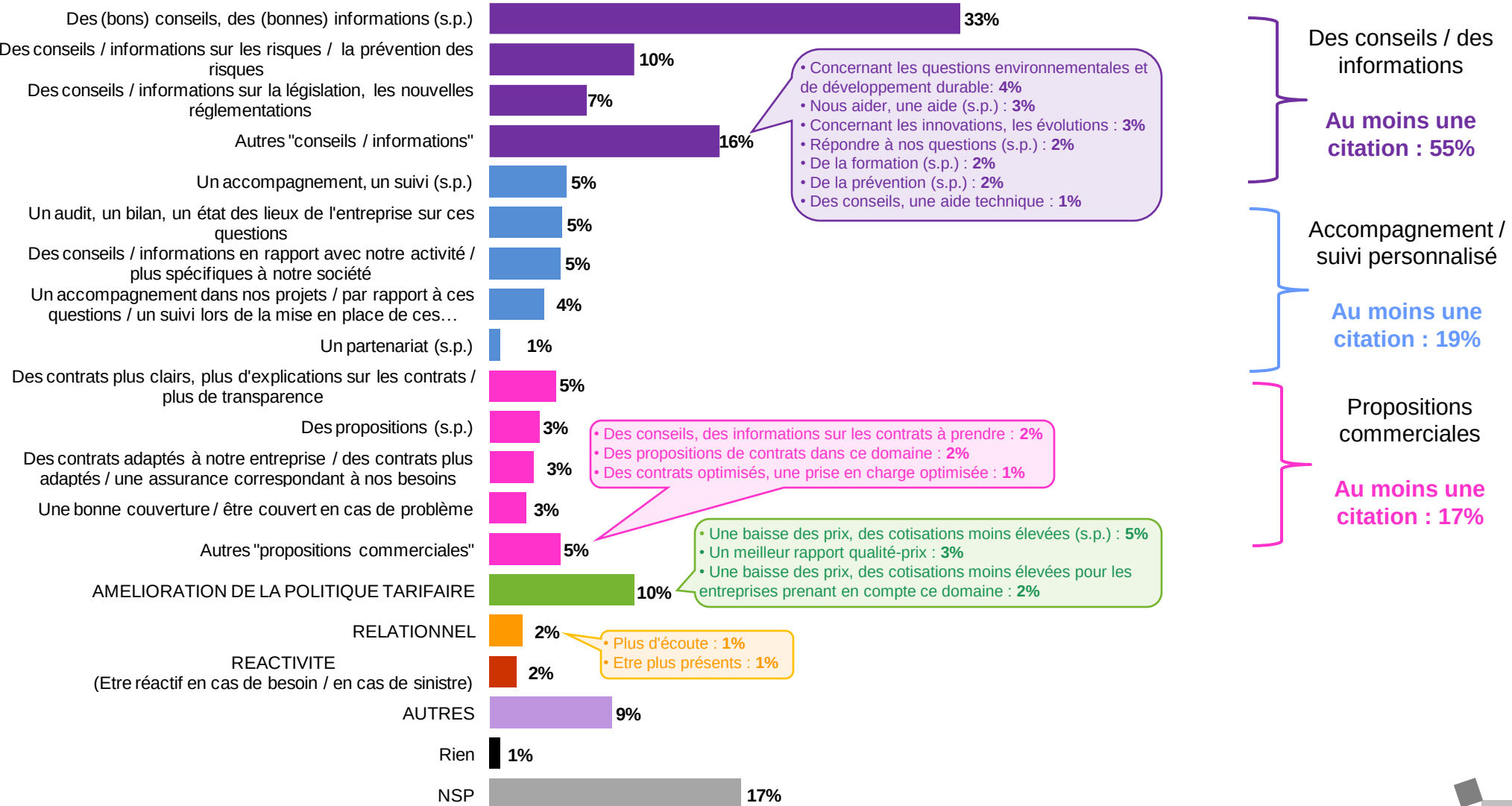
++
• Services (59%)
• En retard sur les questions env./soc.(47%)

Nature des attentes des PME-PMI à l'égard des assureurs en matière de prévention des risques environnementaux et sociétaux

➤ C4. Qu'attendez-vous de la part de vos assureurs dans ce domaine? Et encore? Quoi d'autres?

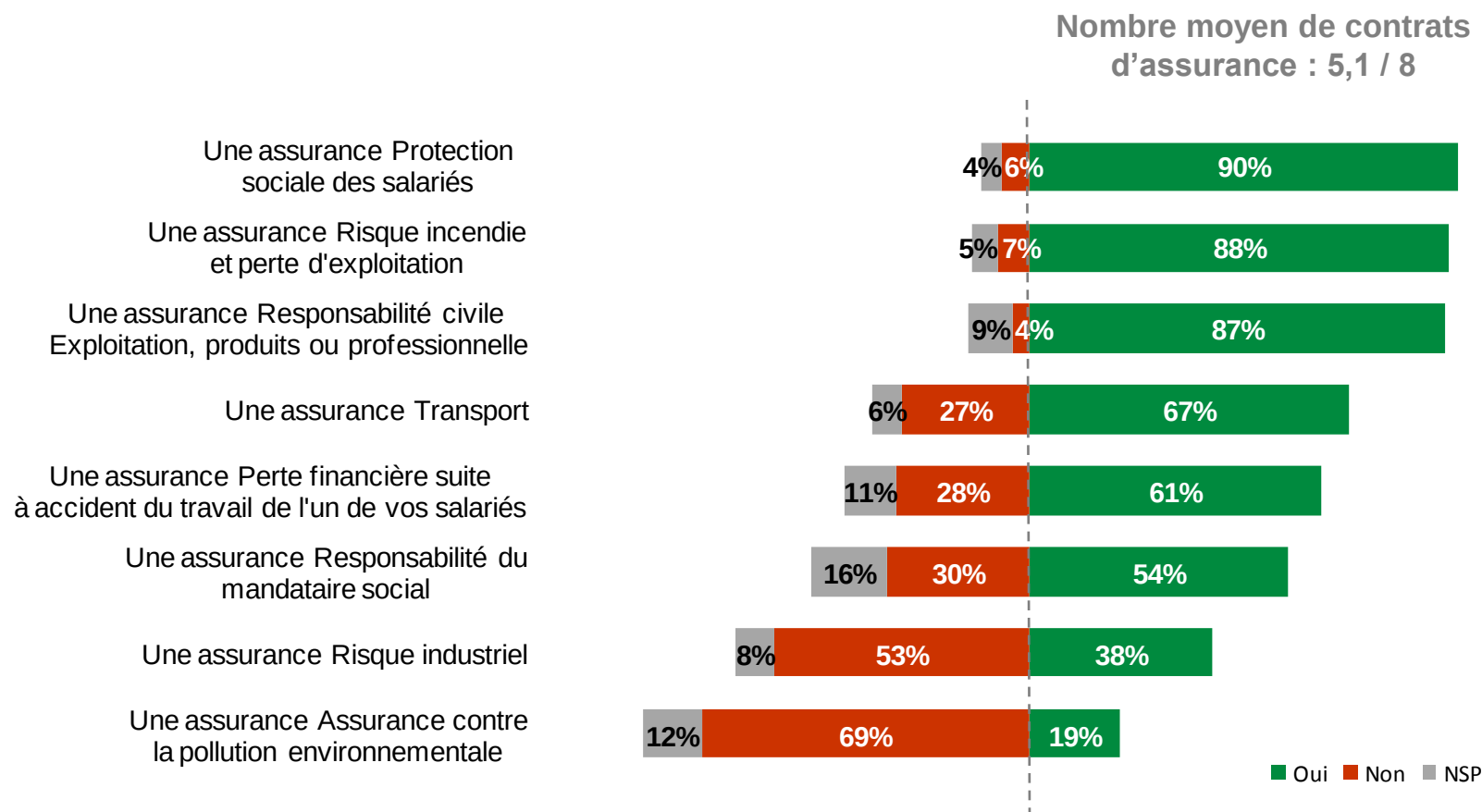
[Question ouverte]

Base : Ensemble (404 dirigeants)



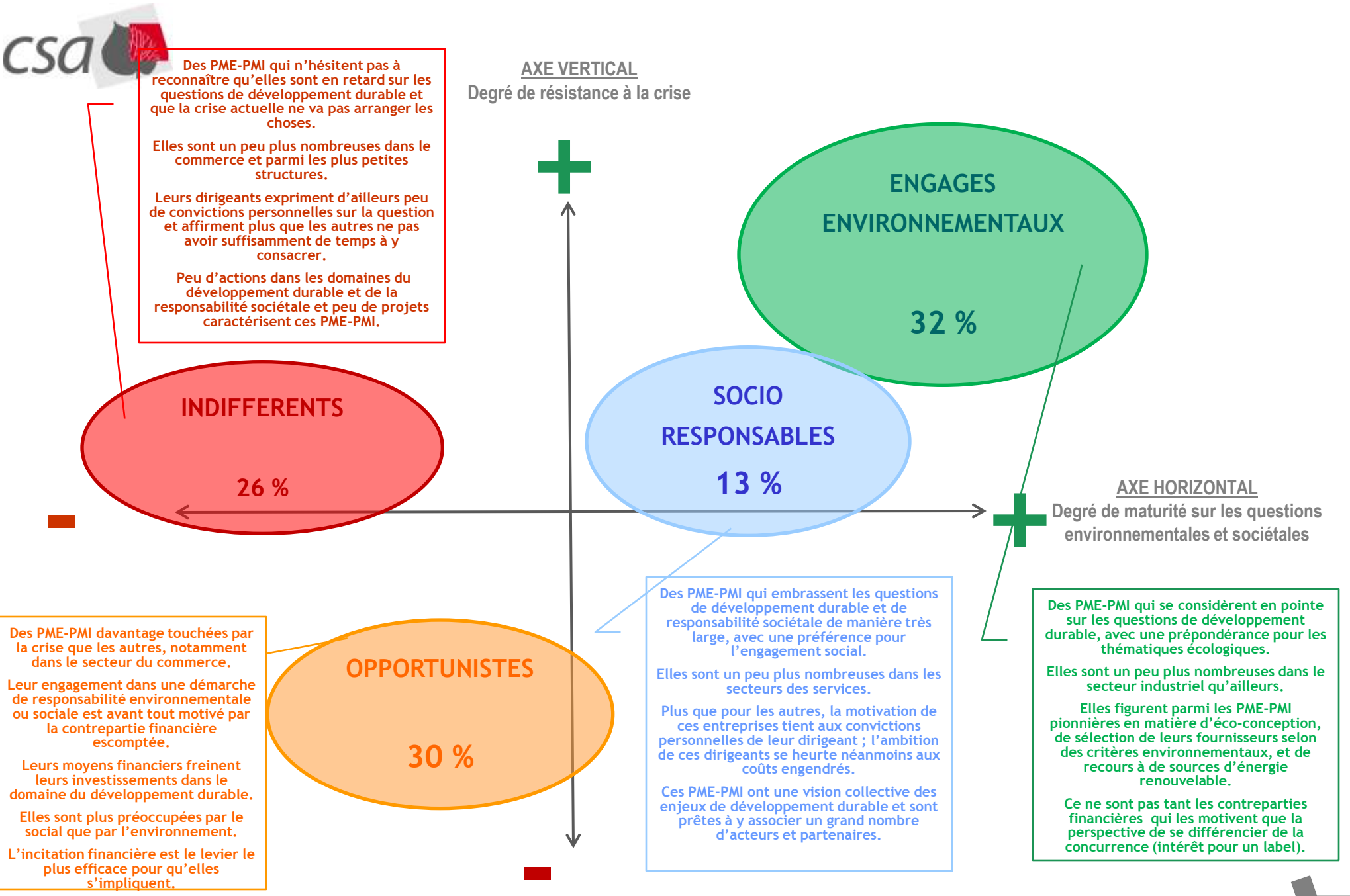
➤ C2. Parmi la liste suivante, quels sont les types de contrats d'assurance auxquels votre entreprise a souscrit?

Base : Ensemble (404 dirigeants)



CONCLUSION

Analyse typologique



- ✓ **46% des écolos militants considèrent être en pointe** sur les questions environnementales et sociétales (vs 22% au global). Pour eux, **la crise économique va permettre de développer** ces considérations dans les PME-PMI (47% vs 37%).
- ✓ **Les PME-PMI écolos militantes agissent:**
 - Elles sont plus nombreuses à développer l'éco-conception des produits et services (34%* vs 21% par rapport à l'ensemble), à sélectionner des fournisseurs intégrant des critères environnementaux (58%* vs 46%) et à s'être équipées en sources d'énergie renouvelable (20%* vs 14%).
 - De même, **elles prennent en considération les enjeux de développement durable dans l'organisation de l'entreprise**. Ainsi, dans 68% d'entre elles, une personne y a la charge de traiter ces questions (+15 points par rapport à l'ensemble). Pour 67%, ces questions sont intégrées dans la stratégie globale de l'entreprise (+15), 50% prennent en considération des normes ou standards tels que Iso 14001, SA 8000 (+15), 66% associent leurs partenaires à leur démarche (+14) et enfin 26% ont alloué un budget spécifique à ces questions (+10).
- ✓ **Le degré d'engagement de ces entreprises est davantage axé sur le domaine du développement durable** : 90%* vs 81% au global. Elles sont, en revanche, plutôt en retrait sur les considérations sociales (réduction des inégalités: -11 points par rapport à l'ensemble, redynamisation des territoires économiquement sinistrés: -12 points).
 - **Les luttes contre le changement climatique et la pollution leur apparaissent comme des priorités** : respectivement +13 et +10 points par rapport à l'ensemble.
 - Pour elles, **il s'agit plus de s'aligner sur les concurrents** (35%** vs 28%) que de bénéficier d'une contrepartie économique : Seulement 51%** sont très motivées par la réduction des coûts de fonctionnement (vs 69% au global).
 - Pour 40%** d'entre elles, l'obtention d'un label différenciant et de la communication associée est une mesure incitative (vs 32%).
 - De même, l'existence de priorités plus urgentes ou le manque de moyens financiers sont des facteurs freins moins importants en comparaison à l'ensemble (respectivement -18 et -21).

*De 'Oui, tout à fait'

**De Très important(e)

- ✓ Dans la moyenne des autres entreprises sur les questions environnementales et sociétales (88% vs 65% au global), les malthusiens opportunistes se caractérisent particulièrement par **l'attente de contreparties**.
 - En effet, leurs principales motivations sont de réduire leurs coûts de fonctionnement (86%** vs 69% par rapport à l'ensemble) et d'augmenter leur performance économique (75%** vs 63%). Elles sont plutôt dans une logique d'adaptation au contexte économique et financier: 73%** vs 59% et seraient davantage incitées par des avantages fiscaux / réductions de charges (83%** vs 72%) ou des financements à taux préférentiel (58%** vs 49%).
 - Ces entreprises se voient essentiellement freinées dans la mise en œuvre de mesures environnementales et sociétales par l'existence d'autres priorités plus urgentes (43%** vs 27%) et par le manque de moyens financiers (71%** vs 56%).
- ✓ **21% d'entre elles sont très touchées par la crise** (vs 15% dans l'ensemble) et 57% ont l'impression que la crise économique actuelle va plutôt freiner les considérations environnementales et sociétales dans les PME-PMI (vs 48%).
- ✓ Leurs principaux engagements s'articulent autour de **préoccupations sociales**: chômage et précarité (68%* vs 55% au global), aide au développement (60%* vs 47%), redynamisation des territoires économiquement sinistrés (49%* vs 39%) ou encore réduction des inégalités (66%* vs 56%).
- ✓ En matière de mesures mises en place, elles sont dans la moyenne des autres entreprises pour les mesures de protection de l'environnement. En revanche, elles sont **plutôt en avance pour ce qui concerne les mesures sociales** et principalement dans la mise en place d'équipements favorisant l'emploi de collaborateurs atteints de handicap (71% vs 61% au global).

*De 'Oui, tout à fait'

**De Très important(e)

- ✓ **32% de ces PME-PMI se déclarent en retard** sur les questions environnementales et sociétales et seulement 1% en pointe. Pour **59% d'entre elles, la crise va freiner** les considérations des PME-PMI dans ces domaines (vs 48% au global).
- ✓ **Elles sont proportionnellement moins nombreuses que les autres catégories à s'engager dans l'ensemble des domaines** et ont davantage de retard encore sur les questions sociales : 56%* vs 77% au global. L'enjeu le plus important pour elles est le respect des droits fondamentaux de la personne (70%* vs 82%) même si c'est en moindre proportion que l'ensemble. Elles semblent d'ailleurs surtout concernées par les enjeux éthiques malgré un retard de 10 points par rapport aux autres.
 - Réduire leurs coûts de fonctionnement (66%** vs 69% par rapport à l'ensemble), répondre aux attentes des clients (65%** vs 79%) et augmenter leur performance économique (58%** vs 63%) sont les motivations essentielles de ces entreprises malgré un recul constaté sur l'ensemble des items énoncés.
 - Le frein dominant pour les retardataires passifs est le manque de temps à consacrer à ce type de domaines (32%** vs 24%).
- ✓ **Peu de mesures sont mises en places dans ces entreprises.**
 - Ces dernières sont même beaucoup plus nombreuses à déclarer ne pas envisager de les mettre en œuvre.
 - Pour elles, il s'agit surtout de gérer les déchets, rejets, effluents (72% vs 80%), de recycler leurs produits (63% vs 72%) et de mettre en place une gestion des ressources humaines favorisant l'égalité des chances (61% vs 73%).
- ✓ **46% n'envisagent pas de modifier les fondamentaux de leur activité** pour prendre en considération ces enjeux (36%) et 14% ne le feront pas avant 6 ans (vs 5%).
- ✓ De même, **l'organisation de ces entreprises n'est pas impactée** par la prise en compte des questions environnementales et sociétales même si 32% (vs 52%) associent leurs partenaires à leur démarche.

- ✓ **45% considèrent être en pointe** sur les considérations environnementales et sociétales par rapport aux autres entreprises de leur secteur (+23 points). Pour **67%, la prise en considération des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale les obligera à modifier les fondamentaux de leur entreprise avant 3 ans** (vs 26% au global).
- ✓ Elles sont proportionnellement **beaucoup plus nombreuses que dans les autres catégories à penser devoir s'engager dans l'ensemble de ces enjeux** qu'ils soient éthiques (+11* points par rapport à l'ensemble), de développement durable (+13) ou **sociaux** (+21):
 - Ainsi **dans le domaine du social**: La redynamisation des territoires économiquement sinistrés (81%* vs 39%), le chômage et la précarité (86%* vs 55%), l'aide au développement (77%* vs 47%), la réduction des inégalités (88%* vs 56%) ressortent comme étant des engagements à prendre...
 - Elles sont davantage à puiser leurs motivations dans les convictions personnelles de leurs dirigeants (+34 points par rapport à l'ensemble) dans un but de prévention et de réduction des risques (+27) ou d'adaptation au contexte économique et financier actuel (+26). Pour 73%** , il s'agit aussi de répondre aux attentes des salariés (vs 49%).
 - Elles sont néanmoins freinées par le manque de moyens financiers (81%** vs 56%) et l'existence d'autres priorités plus urgentes (46%** vs 27%).
- ✓ **Les PME-PMI socio-responsables accordent plus de crédits aux différents acteurs pouvant les accompagner dans la prise en charge de ces enjeux**: Les collectivités locales ou territoriales (+24 points vs au global), leurs clients et fournisseurs (+27), les Pouvoirs Publics (+23)... D'ailleurs, **40% attendent de leurs assureurs qu'ils les conseillent** en termes de prévention des risques environnementaux et sociétaux (vs 28% par rapport à l'ensemble).
- ✓ **Elles mettent en place plus de mesures que les autres que ce soit d'un point de vue environnemental ou social**. Par exemple, 63% réduisent leur consommation d'eau (vs 46% au global), 35% sont équipées de sources d'énergie renouvelable (vs 14%) ou encore 79% ont mis en place des actions d'optimisation des conditions de travail (vs 60%).
- ✓ 73% associent leurs partenaires à leur démarche (vs 52%) et 71% ont une personne en charge de ces questions (vs 53%).

*De 'Oui, tout à fait'

**De 'Très important(e)'

